

SOMMET CHINE-AFRIQUE  
**L'Algérie plaide pour une réponse optimale aux besoins et priorités des pays africains**

P 16

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

# Les Algériens au rendez-vous

*L'élection présidentielle du 7 septembre, la septième dans l'histoire de l'Algérie, s'est déroulée hier dans de bonnes conditions et une organisation parfaite. En effet, dès l'ouverture des bureaux de vote à 8 du matin, les électeurs ont commencé à affluer, aux bureaux de vote, au nombre d'environ de 63 000, pour élire leur le futur président de la république pour un mandat de cinq ans, dont les résultats officiels seront connus aujourd'hui dimanche. P 3*



PRÈS DE 2 MILLIARDS DE DOLLARS D'ÉCHANGES COMMERCIAUX EN 2023

**L'Algérie et l'Inde consolident leur partenariat économique**

Les relations entre l'Algérie et l'Inde sont solides et marquées par une histoire commune et amicale. Les deux pays mettent particulièrement l'accent sur la coopération économique dans des domaines variés tels que l'énergie, l'agriculture et les technologies. La prochaine 10e session de la Commission mixte algéro-indienne à New Delhi illustre leur engagement à approfondir le dialogue politique et à étendre leur coopération.

P 2

DE NOMBREUSES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENTS À SAISIR EN MAURITANIE

**Algerian Union Bank lance un appel aux opérateurs algériens**



Algerian Union Bank (AUB) a récemment invité les opérateurs économiques algériens à explorer les nombreuses opportunités offertes par le marché mauritanien, en mettant en avant cinq secteurs stratégiques particulièrement attractifs pour les investissements. Ces opportunités s'inscrivent dans le cadre de la diplomatie économique algérienne en direction de l'Afrique, visant à soutenir les plans de diversification de l'économie nationale.

P 3

DESSALEMENT D'EAU DE MER  
**Plus de 75% de taux d'avancement des stations en cours de réalisation**

Le taux d'avancement des travaux de réalisation des cinq stations de dessalement d'eau de mer en cours a atteint plus de 75%, a-t-on appris auprès de la Compagnie algérienne de l'énergie (AEC), assurant que ces projets seront achevés d'ici la fin de l'année en cours.

P 3

MONNAIES

**Le dollar résiste, malgré une dégradation de l'emploi américain** P 2

OPEP+

**La hausse progressive de la production différée au 1er décembre** P 2

TIZI-OUZOU

**Près de 12.000 têtes bovines vaccinées contre la dermatose nodulaire** P 6

OPEP+

## La hausse progressive de la production différée au 1<sup>er</sup> décembre

Les ministres du pétrole de huit pays membres de l'OPEP+ ont décidé de reporter la hausse progressive de la production pétrolière de deux mois, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2024, indique jeudi un communiqué du ministère de l'Énergie et des mines. La décision a été prise au cours d'une conférence à distance, à laquelle le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a pris part, souligne le document. Elle a réuni les ministres en charge du pétrole de huit pays de l'OPEP+ (Algérie, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Irak, Koweït, Kazakhstan, Oman et Russie), qui appliquent des réductions volontaires de production, explique le ministère. Au cours de cette réunion, les ministres ont discuté des développements récents sur le marché pétrolier international, ainsi que du respect des engagements de réduction de la production des pays de l'OPEP+. Ainsi, les participants à la réunion ont pris note que les excédents produits au cours des mois précédents par certains pays seront progressivement compensés à partir de ce mois de septembre. En conséquence, les ministres ont décidé de différer la hausse progressive de la production des 8 pays concernés, de deux mois, pour la reporter au 1<sup>er</sup> décembre 2024, a fait savoir le ministère. Cette décision reflète l'engagement des 8 pays de l'OPEP+ à maintenir la stabilité du marché pétrolier mondial et à soutenir des conditions de marché équilibrées et durables, affirme la même source.

PRÈS DE 2 MILLIARDS DE DOLLARS D'ÉCHANGES COMMERCIAUX EN 2023

# L'Algérie et l'Inde consolident leur partenariat économique

Les relations entre l'Algérie et l'Inde sont solides et marquées par une histoire commune et amicale. Les deux pays mettent particulièrement l'accent sur la coopération économique dans des domaines variés tels que l'énergie, l'agriculture et les technologies. La prochaine 10<sup>e</sup> session de la Commission mixte algéro-indienne à New Delhi illustre leur engagement à approfondir le dialogue politique et à étendre leur coopération.

Par Mourad A.

De plus, l'Algérie applaudit les efforts de l'Inde pour l'inclusion de l'Union africaine au sein du G20, soulignant ainsi le renforcement des liens entre les deux nations dans un contexte global plus large, comme l'a détaillé Ali Achoui, ambassadeur d'Algérie en Inde, dans une interview accordée au journal indien « The Times of India » en début de ce mois. Depuis leur indépendance, les deux nations ont consolidé des liens marqués par un respect mutuel et une coopération grandissante dans des secteurs stratégiques. Ces dernières années, la coopération économique entre Alger et New Delhi a pris un essor remarquable, avec un volume d'échanges commerciaux atteignant près de 2 milliards de dollars en 2023, reflétant un dynamisme accru dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture et les nouvelles technologies. L'Algérie, riche en hydrocarbures, fournit du gaz naturel liquéfié

à l'Inde, tandis que cette dernière, forte de son expertise technologique et industrielle, exporte des produits tels que des médicaments et des solutions numériques, contribuant ainsi à la modernisation de plusieurs secteurs algériens. Dans ce cadre, la 10<sup>e</sup> session de la Commission mixte algéro-indienne, prévue à New Delhi, symbolise la volonté commune d'approfondir le dialogue politique et d'élargir les horizons de coopération. Cette rencontre, sous la présidence des ministres des Affaires étrangères des deux pays, vise à finaliser de nouveaux instruments de coopération bilatérale tout en renforçant les partenariats dans des domaines tels que l'énergie renouvelable, l'industrie pharmaceutique et les technologies de l'information. Lors de la dernière session, en 2015, plusieurs accords avaient déjà été signés, préparant ainsi le terrain à des collaborations encore plus ambitieuses. Sur la scène internationale, l'Algérie applaudit

également les efforts de l'Inde en faveur de l'inclusion de l'Union africaine au sein du G20.

Cette initiative est perçue comme une étape cruciale vers une meilleure représentation des intérêts africains dans les grandes instances de gouvernance mondiale. L'intégration de l'UA, représentant plus de 1,3 milliard de personnes et un PIB combiné de plus de 2 600 milliards de dollars, permettrait à l'Afrique de peser davantage dans les décisions économiques globales. Pour l'Algérie, cette reconnaissance est une opportunité essentielle pour promouvoir les objectifs de développement durable du continent, notamment en matière d'infrastructures, d'énergie, et d'accès aux marchés mondiaux.

Ainsi, à travers des rencontres bilatérales de haut niveau et une coopération renforcée sur les scènes continentale et mondiale, l'Algérie et l'Inde continuent de construire un partenariat solide, tourné vers l'avenir et en phase avec les enjeux géopolitiques contemporains.

FINANCES

## Faid s'entretient par visioconférence avec la présidente de la NDB

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, s'est entretenu jeudi par visioconférence, avec la présidente de la nouvelle banque de développement (NDB), Mme Dilma Roussef, avec laquelle il a échangé sur les prochaines étapes pour la formalisation de l'adhésion de l'Algérie à cette institution, a indiqué un communiqué du ministère. "Cette rencontre a constitué une occasion pour les deux parties de revenir sur l'accord marqué par le Conseil des Gouverneurs de la NDB quant à la demande

d'adhésion de l'Algérie à cette institution", a précisé la même source. Elle a également permis "d'échanger sur les prochaines étapes pour la formalisation de cette adhésion et pour assurer une participation active de notre pays au sein de cette institution", ajoute le communiqué. Dans ce cadre, M. Faid a présenté ses "remerciements à son interlocutrice pour les efforts consentis à l'effet de faciliter et accélérer le processus d'adhésion de notre pays à la NDB", a fait savoir le ministère des Finances. Le ministre a

aussi souligné "l'alignement de la vision et des objectifs de la NDB avec les priorités de notre pays, notamment en matière de développement socio-économique et de solidarité des pays du sud pour une croissance partagée et inclusive". Pour sa part, la présidente de la NDB a félicité l'Algérie pour "l'accomplissement de cette étape très importante du processus d'adhésion", tout en précisant que "notre demande d'adhésion a été entérinée à l'unanimité par l'ensemble des pays membres de la NDB,

lors de la 9<sup>ème</sup> réunion de son Conseil des Gouverneurs, tenue à Cape Town fin août dernier, ajoute le ministère. Elle a aussi, affirmé "la disponibilité de son institution à travailler de concert avec l'Algérie pour l'atteinte des objectifs de développement de la NDB". Enfin, "les deux parties ont convenu que soit maintenu un dialogue permanent entre l'Algérie et la NDB à l'effet de renforcer davantage les relations de coopération liant les deux parties", conclut le communiqué.

MONNAIES

## Le dollar résiste, malgré une dégradation de l'emploi américain

Le dollar faisait front vendredi, résilient malgré un chiffre décevant de créations d'emplois aux Etats-Unis, la dégradation de l'économie américaine entraînant un mouvement d'aversion au risque. Vers 19H35 GMT, le billet vert avançait de 0,21% face à la monnaie unique, à 1,1088 dollar pour un euro, et gagnait 0,35% contre la devise britannique, à 1,3134 dollar pour une livre sterling. L'économie américaine n'a créé que 142.000 emplois en

août, alors que les économistes annonçaient 175.000 nouveaux postes. En outre, le ministère du Travail a abaissé de 86.000 créations au total les données de juin et juillet. Dans la foulée de cette publication, deux membres de la banque centrale américaine (Fed), le président de l'antenne de Chicago, Austan Goolsbee, et le gouverneur Christopher Waller, n'ont pas fermé la porte à une baisse de taux plus importante que le quart de point habituel en période

d'assouplissement monétaire. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à 2 ans, considéré comme le plus représentatif des attentes du marché en matière de politique monétaire, est tombé à 3,67%, contre 3,74% la veille en clôture. Tous ces éléments étaient théoriquement de nature à affaiblir le "greenback", l'un des surnoms du dollar, mais la devise des Etats-Unis s'est, au contraire, raffermie face à la plupart des grandes monnaies.

Malgré la possibilité d'une baisse de taux d'un demi-point mi-septembre suivie par une série d'autres alors que la Banque centrale européenne s'inscrit elle sur un rythme plus mesuré, le billet vert reste loin des 1,1202 dollar, plus bas de 13 mois atteint fin août. Il résiste aussi face à des devises volatiles comme la couronne norvégienne ou le rand sud-africain, ou de pays émergents comme la roupie indienne, au plus bas de son histoire face au "greenback".

Quotidien économique

Les Enjeux  
EcoEdité par la  
SARLLes enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
AbdelazizDirecteur de  
publication

Radji Zahir

Siège social

03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Saïd, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005

001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale  
de Communication, d'Édition et de Publicité»Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

DE NOMBREUSES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENTS À SAISIR EN MAURITANIE

# L'Algerian Union Bank lance un appel aux opérateurs algériens

Algerian Union Bank (AUB) a récemment invité les opérateurs économiques algériens à explorer les nombreuses opportunités offertes par le marché mauritanien, en mettant en avant cinq secteurs stratégiques particulièrement attractifs pour les investissements. Ces opportunités s'inscrivent dans le cadre de la diplomatie économique algérienne en direction de l'Afrique, visant à soutenir les plans de diversification de l'économie nationale.

Par Mourad A.

Dans une publication diffusée sur son compte LinkedIn, l'AUB en Mauritanie a mis en lumière les ressources naturelles abondantes du pays et sa position géographique stratégique en Afrique de l'Ouest, créant ainsi un environnement propice à l'expansion et à la diversification des entreprises algériennes. Elle a mis l'accent sur cinq secteurs clés, qui se présentent comme des destinations d'investissement particulièrement intéressantes. La Mauritanie, riche en minerais tels que le fer, l'or et le cuivre, dispose de vastes réserves sous-exploitées. Le secteur minier constitue ainsi une véritable mine d'opportunités pour les entreprises algériennes, qu'elles soient actives dans l'extraction ou dans les services auxiliaires. L'AUB a souligné que les entreprises algériennes pourraient tirer parti de ces ressources encore peu développées, créant des partenariats lucratifs dans ce domaine. Le secteur énergétique a également retenu l'attention, notamment avec l'accent croissant sur les énergies renouvelables. La Mauritanie investit massivement dans des projets d'énergie solaire et éolienne, profitant de conditions fa-

vorables comme l'ensoleillement quasi constant et des vents propices. Ce contexte offre aux investisseurs algériens l'opportunité de jouer un rôle majeur dans la transition énergétique du pays en apportant leur expertise et leurs technologies. Le secteur de la pêche en Mauritanie, avec une des côtes les plus riches en ressources halieutiques de l'Atlantique, représente un autre domaine porteur. Ce secteur, largement orienté vers l'exportation, est une source majeure de devises pour le pays. Les entreprises algériennes peuvent y contribuer en investissant dans la transformation des produits de la mer, les infrastructures logistiques et la modernisation des réseaux de distribution. L'agriculture et l'élevage, secteurs cruciaux pour la sécurité alimentaire de la Mauritanie, bénéficient également de l'intérêt de l'AUB. Avec des initiatives en cours pour moderniser ces domaines, notamment par l'irrigation et la mécanisation, les entreprises algériennes ont l'opportunité d'investir dans les infrastructures agricoles, la production de semences et l'élevage, participant ainsi à la croissance durable du pays. Enfin, le secteur des infrastructures, avec une demande croissante pour la construction d'in-

frastructures de transport, de bâtiments et de services logistiques, représente un marché en pleine expansion pour les entreprises algériennes. Les technologies de l'information sont également un domaine où des investissements peuvent renforcer les capacités de la Mauritanie. Investir en Mauritanie, c'est non seulement saisir des opportunités dans un marché en plein essor, mais aussi contribuer au développement économique de la région. L'AUB accompagne les investisseurs algériens tout au long de leur parcours, avec des services financiers sur mesure, conçus pour maximiser leur succès et assurer leur prospérité. Par ailleurs, les efforts déployés par le gouvernement algérien pour renforcer sa présence en Afrique de l'Ouest, à travers l'ouverture de la frontière avec la Mauritanie, le développement d'une zone de libre-échange et la construction d'une route reliant Tindouf à Zouerate, témoignent de l'importance stratégique de cette région. L'ouverture de succursales de banques algériennes à Nouakchott et Dakar, ainsi que l'établissement d'expositions permanentes de produits algériens, montrent la volonté de l'Algérie de s'impliquer durablement dans le développement économique de l'Afrique.

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE OBLIGE

### 4,2 milliards DA pour moderniser les unités de production agricole

Par Réda Hadi

L'Algérie s'est lancé le défi d'assurer sa sécurité alimentaire. Et en cela il a été décidé d'un plan de mise en valeur de 500 000 HA dans le sud, avec comme but de valoriser ces terres, tout en modernisant le matériel agricole existant entre autres. Dans ce contexte, un plan d'action qui s'étend sur trois ans a été mis en place pour la réalisation des objectifs tracés en vue de développer les cultures stratégiques au niveau des unités de production agricole. Ce secteur est en passe d'élaborer un plan d'investissement comprenant la mobilisation des ressources hydriques, l'acquisition de matériel agricole, d'intrants, et de plants d'arbres résistants, afin de concrétiser la nouvelle vision en matière d'agriculture. Et c'est dans cette optique qu'un accord-cadre visant à moderniser les unités de production agricole (ex-fermes pilotes) à travers la fourniture de nouveaux équipements agricoles fabriqués localement, d'une valeur de 4,2 milliards DA, a été signé jeudi à Alger. L'accord a été signé entre l'Entreprise publique de développement des cultures agricoles stratégiques (EPE SPA DCAS), responsable de la gestion des unités de production agricole, la société PMA Trading (une entreprise publique spécialisée dans la production de matériels agricoles, la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) qui prendra en charge le financement des achats, ainsi que la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), en tant qu'assureur des équipements.

L'accord, vise à équiper 174 unités de production agricole relevant de l'EPE SPA DCAS, couvrant une superficie de plus de 114.000 hectares, en matériels agricoles produits par PMA Trading, selon les explications fournies à cette occasion.

L'accord stipule également que la BADR financera l'opération, tandis que la mission d'assurer et de protéger les équipements agricoles sera confiée à la CNMA. Cherfa ministre de l'agriculture et du développement rural, a expliqué que cet accord, d'une valeur de 4,2 milliards de dinars, permettra d'équiper les unités de production agricole avec des équipements modernes de haute qualité fabriqués localement, ajoutant que l'acquisition des équipements débutera octobre prochain.

A travers cette nouvelle vision, le secteur tend à reconsidérer les potentialités agricoles que recèle l'Algérie, en s'appuyant sur le plan des cultures stratégiques et la création d'unités de production agricole.

#### Les unités de production agricole remplacent les fermes pilotes

M. Cherfa a, en outre, souligné que son département ministériel a restructuré les fermes pilotes pour les transformer en unités de production agricole appartenant à l'Etat et spécialisées dans la production et le développement des filières stratégiques, à l'instar des légumineuses, de l'intensification des semences, des graines oléagineuses et des arbres résistants, notant qu'il s'agissait d'une mise en œuvre des décisions de la 183e session du Conseil des

participations de l'Etat (CPE), tenue le 6 mars 2024.

L'approche de création des unités de production agricole constituait « un cadre idoine à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie, et ce, à travers une définition précise de leurs spécialités, notamment dans les filières agricoles stratégiques ».

En outre, cette approche assure le maintien des activités agricoles dans ces espaces, et garantit la préservation de leur vocation agricole pour laquelle ils ont été créés en premier lieu, contribuant ainsi au développement de la production nationale, à la réduction de la facture d'importation et au renforcement de la sécurité alimentaire, selon le ministre. Par ailleurs, que cette initiative soutiendra les unités agricoles pour contribuer à augmenter la production d'arbres fruitiers, de plantes oléagineuses, de semences et de blé dur, dans le cadre du plan national de développement des cultures stratégiques. Aoun a indiqué que les équipements produits par PMA Trading ont prouvé leur efficacité et leur flexibilité dans diverses utilisations", ajoutant que le nouvel accord est en ligne avec la politique visant à assurer la sécurité alimentaire. Le PDG de l'EPE SPA DCAS, Mustapha Belhanini, a affirmé que le nouveau partenariat permettra de couvrir 70 % des besoins en équipements des unités de production agricole d'ici la prochaine saison de labour et de semis, "ce qui permettra de répondre à une grande partie des besoins du marché en légumineuses, plantes oléagineuses et autres produits agricoles stratégiques".

## DESSALEMENT D'EAU DE MER

**Plus de 75% de taux d'avancement des stations en cours de réalisation**

Le taux d'avancement des travaux de réalisation des cinq stations de dessalement d'eau de mer en cours a atteint plus de 75%, a-t-on appris auprès de la Compagnie algérienne de l'énergie (AEC), assurant que ces projets seront achevés d'ici la fin de l'année en cours.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de communication Mouloud Hachelaf de l'AEC, a fait savoir que "la réalisation de ces nouvelles stations en est à sa troisième et dernière phase comportant l'acheminement des équipements et le raccordement, et qui est l'étape la plus délicate".

Ce programme comprenant la réalisation de cinq stations de dessalement au niveau des wilayas d'El Tarf, Béjaïa, Boumerdes, Tipaza et Oran, avec un coût avoisinant les 2,4 milliards dollars selon le responsable, portera la production nationale d'eau potable issue du dessalement d'eau de mer de 2,2 millions m<sup>3</sup>/jour à 3,7 millions m<sup>3</sup>/jour.

De plus, a-t-il dit, ces nouvelles stations avec une capacité de production de 300.000 m<sup>3</sup>/jour (capacité totale 1,5 millions m<sup>3</sup>/jour) permettront d'alimenter au total 15 millions de citoyens, faisant passer la contribution de l'eau dessalée de 18 % à 42 % des besoins nationaux en eau potable, au terme du programme fin 2024. Par ailleurs, M. Hachelaf a souligné que l'Algérie se positionne "de loin" à la première place au niveau africain en matière de capacité de production d'eau dessalée et occupera d'ici fin 2024, après la mise en service des cinq projets en cours, la deuxième position au niveau arabe derrière l'Arabie saoudite.

"L'Algérie possède les moyens financiers et énergétiques pour se permettre d'investir autant dans le domaine de dessalement d'eau de mer. Elle possède l'expertise pour la réalisation mais aussi pour le maintien en production des stations durant une période allant jusqu'à 25 ans", affirme le même responsable.

En outre, M. Hachelaf a évoqué le programme complémentaire de réalisation de sept nouvelles stations de dessalement d'eau de mer à horizon 2030.

Ce programme doit faire passer la capacité de production nationale de 3,7 millions m<sup>3</sup> d'eau issue du dessalement à 5,5 millions soit 60 % des besoins nationaux en eau potable.

R. E.

## MÉTAUX PRÉCIEUX L'or grimpe après des paris sur la baisse des taux de la Fed

L'or a augmenté jeudi de près de 1%, alimenté par les attentes d'un cycle de réduction des taux plus importants de la Réserve fédérale américaine, qui devrait généralement commencer ce mois-ci. Le cours de l'or au comptant était en hausse de 0,9% à 2.516,18 dollars l'once. Le métal précieux est en hausse de 22 % depuis le début de l'année, se dirigeant vers la plus forte croissance annuelle depuis 2020, dans un contexte de paris sur les prochaines baisses des taux américains, de demande de valeurs refuges alimentée par l'incertitude géopolitique et économique, et d'achats importants des banques centrales. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a gagné 1,6% à 28,73 dollars, le platine a grimpé de 2,1% à 921,53 dollars et le palladium a augmenté de 0,9% à 942,13 dollars.

### M'SILA

## Trois cadres et un entrepreneur placés en détention provisoire pour leur implication dans une affaire de corruption

Le juge instructeur près le Tribunal de M'sila a ordonné de placer en détention provisoire quatre personnes dont le directeur général du bureau public d'études et de recherches, un chef de service, un technicien supérieur à la Direction des Equipements publics et un entrepreneur particulier, pour leur implication dans une affaire de corruption, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué du groupe territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya de M'sila. Selon la même source, le juge instructeur a ordonné, dans le cadre d'une affaire de corruption impliquant 12 accusés dont des cadres et fonctionnaires de la Direction des Equipements publics et du bureau d'études et de recherches et des entrepreneurs privés, de placer sous contrôle judiciaire huit accusés dont sept cadres du bureau public d'études et de recherches de M'sila et le propriétaire d'une entreprise privée.

### Dernière composition de DZAIINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

### CREA

## Une caravane de solidarité pour la distribution de trousseaux scolaires dans 20 wilayas

Une caravane de solidarité pour la distribution de trousseaux scolaires à des enfants issus de familles nécessiteuses à travers 20 wilayas du pays, a été lancée, jeudi à partir de Djelfa, par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA). "La wilaya de Djelfa a été choisie pour le lancement de cette caravane de solidarité, devenue désormais une tradition pour le CREA", a déclaré le président du Conseil du renouveau économique algérien, Kamel Moula. Cette caravane sillonnera 20 wi-

layas du pays dans le but de renforcer l'aspect solidaire durant la nouvelle rentrée scolaire, a-t-il ajouté, soulignant l'inscription de cette initiative, dont la réussite revient à tous les opérateurs économiques qui y ont pris part, dans le cadre "des mesures prises, cette année, par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations pour garantir des prix compétitifs pour les fournitures scolaires". Pour sa part, le wali de Djelfa Ammar Ali Bensaad a salué le choix de Djelfa par le CREA, pour le lancement

de cette caravane de solidarité ciblant des familles nécessiteuses à la veille de la rentrée scolaire. Avant le coup d'envoi de cette caravane, M. Moula a assisté en compagnie du wali à une rencontre élargie sur l'état des lieux de l'investissement à l'échelle locale et les ressources de la wilaya. L'opportunité a donné lieu à un exposé sur les investissements stratégiques lancés dernièrement à travers la wilaya de Djelfa, dans les secteurs de l'agriculture, l'industrie de transformation, les prestations de services et le tourisme.

### CROISSANT ROUGE ALGÉRIEN

## 50 000 tabliers solaires distribués au profit d'enfants orphelins et démunis

Un total de 50.000 tabliers scolaires confectionnés par des détenus dans les établissements pénitentiaires, ont été remis, jeudi par l'Office national des travaux éducatifs et de l'apprentissage (ONTEA) d'El-Harouch (Alger), au profit du Croissant rouge algérien (CREA), afin de les distribuer aux enfants orphelins et nécessiteux. La cérémonie de remise de ces tabliers scolaires a été présidée par le di-

recteur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Said Zreb, en compagnie de la présidente du CRA, Ibtissem Hamlaoui et en présence du directeur de l'ONTEA, Abdelghani Amiar. M. Zreb a précisé que la confection de ces tabliers vise à mettre en relief la contribution de l'administration pénitentiaire et de l'ONTEA dans les efforts de la solidarité nationale à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire. Cette

opération a vu la mobilisation de quinze (15) ateliers de couture relevant de l'Office dans les établissements pénitentiaires, ainsi que l'emploi de 600 détenus qui ont confectionné la quantité requise en une courte période de trois semaines, a-t-il fait savoir. De son côté, Mme Hamlaoui a précisé que ces tabliers seront distribués aux enfants issus de familles nécessiteuses à travers le territoire national, dans le cadre du pro-

gramme du CRA pour la prochaine rentrée scolaire, outre la distribution de tables et d'autres activités d'accompagnement au profit de certaines familles nécessiteuses pour répondre à leurs besoins. Le directeur de l'ONTEA, a, pour sa part, affirmé que la confection de ces tabliers scolaires au niveau des ateliers relevant de l'Office dans les établissements pénitentiaires, vise l'insertion professionnelle des détenus.

### AVEC LES NOUVEAUX PROCESSEURS INTEL® CORE™ ULTRA

## Le LG Gram est prêt à définir l'ordinateur portable IA de nouvelle génération

LG Electronics (LG) est ravi d'annoncer que son tout nouveau portable LG gram équipé du processeur Intel® Core™ Ultra (série 2) sera présenté lors de l'événement de lancement mondial Intel Core Ultra du 3 au 8 septembre. Réputée pour ses performances puissantes et sa conception ultra-légère, la série LG gram intègre désormais des capacités d'IA avancées alimentées par le dernier processeur Intel® Core™ Ultra. Le LG gram 16 Pro, le premier modèle à intégrer ces nouveaux processeurs Intel, sera dévoilé avant sa sortie fin 2024.

Premier ordinateur portable IA embarqué de la série LG gram, il offre jusqu'à 48 unités de traitement neuronal (NPU) téra opérations par seconde (TOPS), établissant une nouvelle norme pour les PC IA et offrant les performances exceptionnelles requises pour les expériences Copilot. \* Alimenté par le dernier processeur Intel® Core™ Ultra, le LG gram 16 Pro est désormais plus efficace grâce à des fonctionnalités IA avancées telles que des assistants de productivité, des outils de création de texte et d'image et de collaboration. De plus,

sa durée de vie de batterie prolongée aide les utilisateurs à gérer les tâches sans souci. Le processeur Intel® Core™ Ultra (série 2) AI, trois fois plus puissant que son prédécesseur, améliore considérablement les performances d'IA d'un PC. Avec jusqu'à 48 TOPS NPU et jusqu'à 67 TOPS GPU, ce processeur de

nouvelle génération offre jusqu'à 120 TOPS de plateforme au total pour atteindre de nouveaux niveaux de productivité tout en maximisant le confort de l'utilisateur. Le nouveau LG gram offre une expérience utilisateur plus fluide, car le processeur Intel® Core™ Ultra est optimisé pour les PC Windows.

### Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصناديق  
MINISTRE DU COMMERCE  
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 04 سبتمبر 2024  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Septembre 2024

Produits	Prix du détail <sup>1</sup> DA / Kg		أسعار التجزئة <sup>2</sup> دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	87	108	65	البطاطا
	Tomate	62	73	50	الطماطم
	Oignon sec	43	49	37	البصل الجاف
	Ail sec	377	443	312	الثوم الجاف
	Carotte	78	87	69	الجزر
	Navet	101	113	89	لفت
	Poivron	99	112	85	الفلفل الاخضر
	Piment	118	135	102	الفلفل الحار
	Courgette	110	122	97	الكوسة
	Haricot vert	186	207	165	الفاصولياء الخضراء
Laitue	122	136	108	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	393	505	281	التفاح المحلي
	Datte	567	688	447	التمر
	Melon	101	114	89	البطيخ الاصفر
	Pastèque	82	92	72	البطيخ الاحمر
	Poire	380	461	300	الإجاص
	Raisin	210	274	145	العنب
Banane	452	467	437	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1794	1941	1647	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	458	471	445	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)



07/09/2024



# Les Algériens au rendez-vous

L'élection présidentielle du 7 septembre, la septième dans l'histoire de l'Algérie, s'est déroulée hier dans de bonnes conditions et une organisation parfaite. En effet, dès l'ouverture des bureaux de vote à 8 du matin, les électeurs ont commencé à affluer, aux bureaux de vote, au nombre d'environ de 63 000, pour élire leur le futur président de la république pour un mandat de cinq ans, dont les résultats officiels seront connus aujourd'hui dimanche.

Par Zahir R

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a mis en place tous les moyens matériels et humains pour réussir ce rendez-vous politique consolidant la démocratie dans notre pays, permettant ainsi aux électeurs de s'acquitter de leur devoir électoral dans des conditions sereines. En effet, près de 500 000 encadreurs ont été mobilisés pour superviser le scrutin présidentiel auquel trois candidats sont en lice, à savoir le candidat du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, le candidat indépendant, Abdelmadjid Tebboune, et le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelaali Hassani Cherif. Le vainqueur de ce scrutin sera connu aujourd'hui. Les bureaux de vote à travers le territoire national ont connu, selon les correspondants de l'APS, un nombre «appréciable» d'électeurs qui se sont déplacés, dès les premières heures de la journée, pour donner leur voix au candidat qu'ils auront choisi en toute liberté et démocratie pour gérer le pays durant les cinq prochaines années. Le taux de participation à l'élection présidentielle à 10h00 a atteint 4,56% au niveau national et 14,50% à l'étranger, a indiqué le président de l'ANIE, Mohamed Charfi, soulignant que ces premiers taux «sont très importants par rapport à ceux enregistrés à la



présidentielle de 2019 et aux précédentes échéances électorales». Au moment où nous mettons sous presse, le taux de participation a atteint jusqu'à 13 heures 13,11% au niveau national et 16,18% au sein de la communauté nationale à l'étranger, a annoncé le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. Il a estimé que le premier taux de participation à la présidentielle au niveau national et à l'étranger était «considérable». Après avoir accompli son devoir électoral au niveau de l'école Frères El-Hachemi à El Biar, Charfi a souligné que «les élections présidentielles sont particulières à plusieurs

égards dans l'histoire de la construction de la démocratie en Algérie», estimant que le premier taux de participation à cette échéance au niveau national et à l'étranger était «considérable».

Dans une intervention consacrée à la présentation des principales données relatives au scrutin, Charfi a précisé que sur les 865.490 électeurs de la communauté nationale établie à l'étranger inscrits, 140.015 ont accompli leur devoir électoral depuis le début de l'opération, lundi dernier, soit un taux de participation de 16,18%. Selon les chiffres fournis par l'ANIE, le corps électoral compte 24.351.551 électeurs, dont

23.486.061 au niveau national (47% de femmes et 53% d'hommes).

Le corps électoral de la communauté nationale à l'étranger, qui a commencé à voter lundi dernier, compte 865.490 électeurs (45% de femmes et 55% d'hommes). Parmi d'autres facilités que l'ANIE a mis en place, c'est de permettre aux citoyens qui n'ont pas de carte de vote, d'exercer leur droit, en présentant uniquement la carte d'identité nationale, le permis de conduire ou bien le passeport. A noter que le corps électoral compte un total de 24.351.551 électeurs, dont 23.486.061 au niveau national, soit 47% de femmes et 53% d'hommes, alors que 36% ont moins de 40 ans. Pour ce qui est de la communauté nationale établie à l'étranger dont l'opération de vote a commencé lundi dernier, l'ANIE a recensé 865.490 électeurs dont 45% de femmes et 55% d'hommes, encadrés par 117 commissions réparties en 18 commissions en France, 30 commissions dans les autres pays européens, 22 dans les pays arabes, 21 dans les pays africains et 26 en Asie et en Amérique. Concernant le vote au niveau des bureaux itinérants pour les populations nomades et les zones reculées et enclavées dans les wilayas du sud du pays, l'opération a débuté mercredi et concerne 116.064 électeurs inscrits à travers 134 bureaux dans 51 communes réparties sur 16 wilayas.

## ABDELMADJID TEBBOUNE

### «Cette élection présidentielle constitue un tournant décisif»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, samedi à Alger, que la campagne électorale pour la présidentielle était «très propre» et que les trois candidats à cette élection ont donné «une image honorable» de la démocratie en Algérie. «Je souhaite le meilleur pour notre chère patrie et que l'Algérie triomphe en toutes circonstances», a déclaré le président de la République à la presse après avoir accompli son devoir électoral à l'école Ahmed-Aroua de Bouchaoui (Alger). «Ceux qui nous ont suivi de l'intérieur et de l'extérieur ont constaté que la campagne électorale était très propre et que les trois candidats de ce scrutin étaient à la hauteur et ont donné une image très honorable de l'Algérie et de la démocratie en Algérie. J'espère que nous serons un exemple pour les autres», a-t-il dit. Et de poursuivre : « Notre pays est une partie intégrante du monde, que ce soit pour le continent africain, pour le monde arabe ou pour l'espace méditerranéen». Le président de la République a également souhaité voir «l'opération se poursuivre avec la même fluidité et dans la même ambiance démocratique», soulignant que cette élection présidentielle constitue un « tournant décisif» dans l'histoire du pays. «J'espère que le vainqueur de ce scrutin poursuivra le parcours décisif pour l'Etat algérien et pour le peuple algérien, afin d'atteindre le point de non-retour dans le développement économique et la construction d'une véritable démocratie, une démocratie des droits du citoyen et non une démocratie de slogans», a ajouté le président de la République. Le monde

«constate que le citoyen algérien acquiert jour après jour de nouveaux droits», a-t-il soutenu, soulignant que des efforts continus sont déployés pour répondre à ses attentes et prendre en charge ses préoccupations.

## ABDELAALI HASSANI CHERIF

### «Le peuple algérien est aujourd'hui devant un scrutin important»

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la Présidentielle, M. Abdelaali Hassani Cherif, a affirmé, samedi à Alger, que le peuple algérien était devant un scrutin important pour l'avenir du pays. Dans une déclaration à la presse après avoir accompli son devoir électoral, M. Hassani Cherif a affirmé que «le peuple algérien est aujourd'hui devant un scrutin important et décisif dans l'histoire du pays, à travers lequel il choisira, en toute liberté et démocratie, le meilleur programme», se disant confiant quant «au choix du peuple et de sa volonté libre de développer l'Algérie et de préserver la sécurité et la stabilité du pays». Dans ce contexte, il a souligné avoir mené l'expérience du processus électoral «en toute responsabilité envers la patrie, le peuple et les valeurs politiques en lesquelles le MSP croit et qui reposent sur la liberté, la démocratie, le pluralisme et la transparence». Il a ajouté que sa campagne électorale a été «conforme à l'éthique et marquée par la présentation d'un programme poli-

tique sur les questions liées à la patrie et au peuple, outre les perspectives d'une Algérie émergente, à travers 62 engagements».

Le président du MSP a, à cette occasion, appelé le peuple algérien à «se rendre massivement aux urnes pour exprimer son opinion et son choix». Trois candidats sont en lice pour cette élection présidentielle, à savoir le candidat du Front des forces socialistes (FFS), M. Youcef Aouchiche, le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, et le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Abdelaali Hassani Cherif.

## YOUCEF AOUCHICHE

### «Pour construire l'avenir, il importe de voter massivement»

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la l'élection présidentielle, M. Youcef Aouchiche, a appelé les citoyens, samedi depuis la wilaya de Tizi Ouzou, à voter massivement pour construire leur avenir. Dans une déclaration à la presse après avoir accompli son devoir électoral à l'école Mohamed-Said-Meziani dans la commune d'Assi Youcef, M. Aouchiche a souligné que «pour construire l'avenir, il importe de voter massivement en faveur de notre projet». Aussi, a-t-il appelé les citoyens à participer à l'élection pour construire leur avenir en choisissant «le projet porteur de changement et d'espoir». Le candidat du FFS a, par là même, rappelé que son programme électoral «Vision pour demain» était «un projet ambitieux qui consacre le changement et jette les bases d'un système de gouvernance reposant sur la souveraineté populaire et l'intérêt supérieur de la patrie».

## MOHAMED LAAGAB, MINISTRE DE LA COMMUNICATION

### «Tous les moyens mobilisés pour assurer la couverture médiatique de l'élection»

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, a affirmé, samedi à Alger, que tous les moyens avaient été mobilisés pour faciliter la mission des journalistes dans la couverture de l'élection présidentielle. Lors d'une visite d'inspection au Centre international de presse au niveau du Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, M. Laagab a précisé que «1.500 journalistes, dont des techniciens, ont été accrédités pour la couverture de l'élection présidentielle», faisant état de «100 journalistes étrangers provenant de 19 pays et représentant 50 organes de presse, en plus des correspondants accrédités en Algérie». Le ministre a ajouté que «tous les moyens sont mobilisés pour faciliter le travail des journalistes, y compris en termes de studios». Qualifiant l'élection présidentielle d'"événement politique majeur", le ministre a soutenu que "l'objectivité est une condition sine qua non dans la mission médiatique".

## SALAH GOUDJIL

### «L'Algérie a rendez-vous avec la fidélité à la patrie»

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a affirmé, samedi, à l'occasion de l'élection présidentielle, que l'Algérie, qui élit son président de la République, a rendez-vous avec la fidélité à la patrie. «L'Algérie s'engage, ce jour du 7 septembre, dans l'arène démocratique, en élisant son président de la République», a écrit M. Goudjil sur son compte officiel sur les réseaux sociaux à l'occasion de l'élection présidentielle, soulignant que le vote «est un acte citoyen et démocratique qui nous relie à notre Glorieuse histoire». Et d'ajouter : «Nous sommes tous, partout dans les villages et les villes, à l'intérieur du pays et à l'étranger, face à une exigence nationale et à un rendez-vous avec la fidélité à la patrie et au serment de nos valeureux Chouhada».

## GHARDAÏA

**De nouvelles structures pédagogiques à la prochaine rentrée scolaire**

De nouvelles structures pédagogiques dans les trois paliers d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) entreront en service, dans la wilaya de Ghardaïa, à la rentrée scolaire 2024-2025, a-t-on appris jeudi de la direction locale de l'Education nationale. Il s'agit de cinq écoles primaires, un collège d'enseignement moyen (CEM) et un lycée répartis à travers les communes de Ghardaïa, Guerrara, Berriane et Bounoura, a précisé le directeur de l'Education nationale, Khouthir Ghali. Il a ajouté que ces nouvelles structures pédagogiques contribueront, une fois opérationnelles, à l'amélioration des conditions de scolarisation, en plus d'atténuer la surcharge des classes au niveau de certains établissements éducatifs dans la wilaya. Le secteur prévoit également, la réception de 26 classes d'extension dans différentes écoles primaires, à la prochaine rentrée scolaire, sept classes similaires avant la fin 2024, ainsi que la mise en chantier de quatre écoles primaires au début de l'année prochaine, a fait savoir le même responsable. La wilaya de Ghardaïa compte actuellement 180 écoles primaires, 59 CEM et 29 lycées, selon les données de la direction locale de l'Education nationale.

## MÉDÉA

**Des projets de développement au profit des dairas d'El-Azzizia et Tablat**

Plusieurs projets sont en cours de réalisation à travers les communes relevant des dairas de Tablat et El-Azzizia, au nord-est de Médéa, appelés à garantir une meilleure prise en charge des besoins en développement exprimés par les habitants de ces localités.

Couvrant les domaines de l'hydraulique, des travaux publics, de la santé et de l'éducation, ces projets ont été au centre de la visite de travail effectuée, jeudi, par le chef de l'exécutif local, Djahid Mous qui a profité de l'occasion pour inviter les responsables des secteurs concernés et les entreprises en charge de ces projets à redoubler d'efforts pour les livrer dans les délais impartis. Ainsi, deux projets d'aménagement de tronçons routiers ont été inspectés. L'un desservant les villages isolés de Ouled-Zidane, Agroune et Hassini Chaib-Draa, dans la commune d'El-Azzizia, sur une distance de 1,7 km, l'autre permettant de faire la jonction entre Ouled-Zidane et Ouled Barhoune dans la commune voisine de Maghraoua, sur un linaire de 1,2

km. Ayant pour vocation le désenclavement des villages ruraux éparpillés sur ces deux communes, les deux projets enregistrent un taux d'avancement des travaux respectifs de 80 % et 18 %, selon les informations fournies sur place par les responsables du secteur des travaux publics. Dans la commune de Mihoub (daïra d'El-Azzizia), un projet d'alimentation en eau potable est en cours d'exécution et devra contribuer à améliorer la dotation en cette ressource vitale des 5.000 habitants de onze villages enclavés. Une dotation financière d'un montant de 86 millions de DA a été débloquée pour le financement de ce projet qui comprend la réalisation de cinq réservoirs d'eau d'une capacité unitaire de 100 m<sup>3</sup> et deux autres de 50 m<sup>3</sup>, en plus des conduites servant à

l'acheminement de l'eau vers les foyers programmés. Des travaux d'aménagement en structure sanitaire des locaux à l'abandon dans la commune de Tablat, sont en cours. Il s'agit d'une salle de soins de proximité qui viendra renforcer l'infrastructure sanitaire au niveau du chef-lieu de la daïra de Tablat. Dans la commune de Mezghena, un groupe scolaire a été réceptionné et livré au secteur de l'éducation qui va le mettre à la disposition des élèves dès la prochaine rentrée scolaire. Ce groupe scolaire est appelé à désengorger les établissements du cycle primaire de la commune et à offrir de la sorte de meilleures conditions de scolarisation aux élèves de la région.

## TIZI-OUZOU

**Près de 12.000 têtes bovines vaccinées contre la dermatose nodulaire**

Près de 12.000 têtes bovines ont été vaccinées contre la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris jeudi de la direction locale des services agricoles (DSA). "Depuis le lancement de la campagne de vaccination le 19 août dernier, le nombre de bovins vaccinés à

ce jour est de 11.742 à travers 40 communes où des foyers ont été enregistrés", a indiqué à l'APS le premier responsable de la DSA, Djamel Sersoub, qui a souligné "la nette régression de la mortalité" des bêtes. "De la trentaine de cas enregistrés au début de cette pathologie virale au niveau de la wilaya, nous en sommes ac-

tuellement à deux cas, et l'ensemble des foyers, qui se sont réduits également, ont été cernés par la campagne de vaccination", a-t-il dit. L'ensemble des services concernés ont été mobilisés à l'occasion de cette campagne dans laquelle se sont également impliqués les comités de village et les éleveurs eux-mêmes, notam-

ment, en procédant à la démoustication des étables. La wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié d'un lot de 15.000 vaccins dans le cadre de cette campagne lancée par le ministère de l'Agriculture et du développement rural pour assurer la protection sanitaire du cheptel bovin du pays, est-il rappelé.

## UNIVERSITÉ DE BOUIRA

**Lancement des travaux de réalisation de 2.000 places pédagogiques**

Les travaux de réalisation des 2.000 nouvelles places pédagogiques à l'université AKli Mohand Oulhadj (UAMO) de Bouira, annoncées en juillet dernier, ont été lancés jeudi par les autorités locales. Le coup d'envoi de ce projet, implanté au nouveau pôle universitaire, a été donné dans la matinée par le wali Abdel-

krim Laâmouri et le recteur de l'UAMO, le professeur Ammar Haiahoum. Le recteur de l'université de Bouira a précisé que le projet "porte également sur la réalisation d'un complexe omnisport ainsi que d'une piscine semi-olympique". Un délai de 12 mois a été accordé à l'entreprise réalisatrice pour achever les travaux du projet

qui fait partie des 5.000 nouvelles places pédagogiques et 15 laboratoires de recherche, dont a bénéficié l'université de Bouira depuis août 2023, selon les détails fournis par le recteur. "Ces projets sont destinés à atténuer la charge que connaissent les structures actuelles de l'université qui reçoit plus de 21.000 étudiants répartis

sur six facultés et deux instituts", a souligné le professeur Haiahoum. Le même responsable a rappelé par ailleurs qu'un projet de réalisation de 15 laboratoires de recherche, pédagogique et scientifique, sera lancé "bientôt". L'université de Bouira s'est dotée d'une série d'équipements et autres matériels destinés aux laboratoires et

aux différents instituts afin de développer davantage les travaux de recherche scientifique au sein de l'université, rappelle-t-on. D'autres équipements permettant de lancer l'enseignement et les travaux pédagogiques, à distance, grâce à ces moyens technologiques modernes, ont été aussi acquis par l'université.

## BOUMERDES

**Des contrats de concession pour une cinquantaine d'agriculteurs et investisseurs**

Plus de 50 contrats de concession agricole ont été distribués, jeudi à Boumerdes, à des agriculteurs et investisseurs dans différentes filières agricoles, ayant introduit des demandes dans ce sens. "Les services de la wilaya œuvrent à traiter et à régulariser la situation de la totalité des demandes de conversion du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession", a indiqué la wali Fouzia Naâma dans une déclara-

tion à la presse, en marge de la cérémonie de distribution de ces contrats, notant que cette opération sera "bientôt achevée". Elle a ajouté que l'opération d'aujourd'hui est la "2e du genre durant l'année en cours et elle sera suivie par d'autres similaires, dès l'achèvement des procédures administratives en cours au niveau de l'antenne de l'Office des terres agricoles sous la supervision de la Direction des services agricoles (DSA)". La du-

rée de validité des contrats de concession accordés aux agriculteurs et aux investisseurs est de 40 ans, renouvelable à compter de la date de remise du document, a précisé la wali. La distribution de ces contrats s'inscrit dans le cadre du décret exécutif N21-432 portant conditions et modalités d'octroi des terres relevant du domaine privé de l'Etat à mettre en valeur dans le cadre de la concession, dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'Etat

visant à assurer la sécurité alimentaire nationale dans diverses filières agricoles, notamment les cultures agricoles de large consommation, a noté Mme Naâma. Cette opération entre aussi dans le cadre de l'assainissement et de l'organisation du foncier agricole, la facilitation du travail des investisseurs agricoles et la réunion des conditions propices au relèvement du rendement agricole, a-t-elle souligné.

ETATS-UNIS

# Les combats opposés du Trésor et de la Fed

A l'approche de la présidentielle, la stratégie d'émission massive de dette à court terme du Trésor a permis de stimuler l'économie. Mais cette approche très politique bloque les efforts de la Fed pour lutter contre l'inflation.

Nouriel Roubini(\*)

La Réserve fédérale américaine a déplacé des montagnes pour contrôler l'inflation, tombée en juillet sous la barre des 3 % pour la première fois depuis 2021. Cependant, elle travaille à contre-courant du Trésor américain, dont la stratégie d'émission de dette a permis de réduire les taux d'intérêt de manière détournée... mais maintenu l'inflation au-dessus de la fourchette cible de la Fed. En raccourcissant son profil d'émission pour réduire les taux d'intérêt à long terme, le Trésor a donné une impulsion économique équivalente à une réduction de 1 point du taux directeur de la Fed. En outre, les prévisions contenues dans la dernière annonce de remboursement trimestriel du Trésor indiquent que cet assouplissement quantitatif détourné continuera à contrecarrer les efforts de la Fed et à compromettre ses fonctions. En règle générale, le Trésor vise à ce que 15 à 20 % de l'encours de la dette soit constitué de bons à court terme, le reste étant constitué de dettes à moyen et long terme, appelées coupons. Or, la part des premiers a fortement augmenté, au point de dépasser tout seuil raisonnable : pas moins de 70 % de la nouvelle dette levée l'année dernière était constituée de bons à court terme.

L'équilibre du portefeuille

Un recours aussi excessif à la dette à brève échéance est généralement réservé aux périodes de guerre ou de récession, lorsque les marchés sont fragiles et que les besoins de financement augmentent fortement. Or, l'année écoulée a été marquée par des marchés boursiers dynamiques, une inflation supérieure à l'objectif fixé et une forte croissance. Les investisseurs ont commencé à se demander, à juste titre, si la stratégie d'émission du Trésor était toujours « régulière et prévisible ». Des législateurs, tels que les sénateurs Bill Hagerty et John Kennedy, l'ont remarqué et ont commencé à attaquer la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, sur ce sujet. Cette politique constitue, comme il existe des politiques monétaires activistes, un cas « d'émission activiste de titres du Trésor » (ATI). Elle influence l'économie au sens large par son effet sur les taux d'intérêt. Non seulement l'ATI fonctionne par les mêmes canaux que les programmes d'assouplissement quantitatif de la Fed, mais elle a été conçue en partie par les anciens responsables de la Fed qui dirigent aujourd'hui le Trésor. Alors que les bons sont économiquement similaires à la monnaie de base créée par les banques centrales, les coupons comportent un risque de taux d'intérêt important, et lorsque les investisseurs doivent absorber une plus grande part de ce risque, ils sont moins en mesure de détenir d'autres actifs risqués tels que les actions. Ainsi, lorsque l'offre d'obligations diminue, les prix des obligations augmentent, ce qui

pousse les autres marchés d'actifs à la hausse par le biais de ce que les économistes appellent le « canal de l'équilibre du portefeuille ». Alors que l'assouplissement quantitatif dissimule les obligations dans le bilan de la Fed et donne aux investisseurs de l'argent à la place, une ATI réduit la création d'obligations à la source, en donnant aux investisseurs davantage de « bons semblables à de l'argent » à la place. Les résultats sont similaires : des rendements plus faibles et des prix d'actifs plus élevés stimulent l'économie. Selon nos calculs, l'ATI a jusqu'à présent réduit l'émission de coupons de plus de 800 milliards de dollars, ce qui représente un degré de stimulation similaire à celui d'une réduction de 100 points de base du taux directeur de la Fed. En d'autres termes, le Trésor a effectivement compensé toutes les hausses de taux d'intérêt de la Fed en 2023.

De plus, l'ATI a été complétée par des prévisions – un autre outil favori de la Fed – indiquant qu'elle persistera pendant encore quelques trimestres, jusqu'à l'autre côté des élections américaines de cette année. Combinées à des estimations plus élevées des taux directeurs dits neutres, les politiques actuelles d'émission et de taux d'intérêt signifient qu'il y a peu de restrictions sur l'économie. Le Trésor bloquant les tentatives de la Fed pour ralentir l'inflation et la croissance, il n'est pas étonnant que ces deux indicateurs soient restés durablement au-dessus de l'objectif. Outil politique Si l'ATI n'est

pas rapidement annulée, elle pourrait devenir un outil politique permanent, car les deux partis voudront l'utiliser pour stimuler l'économie avant les élections. Nous serons alors entrés dans un monde de cycles économiques politisés, où les mesures de relance seront synchronisées avec les sondages. Cette perspective est inquiétante pour les mêmes raisons que les menaces pesant sur l'indépendance des banques centrales. Pour dénouer son ATI, le Trésor devra retirer des bons excédentaires d'une valeur de 1.000 milliards de dollars. Cela augmenterait temporairement, quelques années, les rendements à long terme de 0,5 %. Mais ces rendements diminueraient pour atteindre un taux permanent de 0,3 %, ce qui entraînerait une réévaluation des actifs à risque. L'effet de refroidissement sur l'économie serait similaire à celui d'une hausse de 2 points du taux directeur de la Fed. Les stratégies d'émission activistes du Trésor ont stimulé l'économie à l'approche des élections et bloqué les efforts de la Fed pour ralentir l'inflation. L'accès à l'information ouvre la voie à des cycles économiques politiques dans lesquels l'inflation et les taux d'intérêt augmentent de façon permanente parce que l'économie reçoit trop de stimulants au fil du temps. Le Trésor doit revenir à des émissions régulières et prévisibles le plus rapidement possible.

(\*) Professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York.  
Source: Les Echos

## Le temps des difficultés commence pour Giorgia Meloni

Par Olivier Tossier

Les dossiers complexes s'amoncellent sur le bureau de la présidente du Conseil italien en cette rentrée. Tensions avec l'Europe, élaboration d'un budget avec des ressources restreintes et guerre larvée entre les alliés de sa coalition viennent assombrir l'horizon de la Première ministre. « Me voilà ! Je suis revenue ! Rappelez toutes les unités, je suis à Palazzo Chigi. » C'est avec une vidéo au ton sarcastique postée sur les réseaux sociaux que Giorgia Meloni a fait sa rentrée, ou plutôt sa réapparition. Pendant plusieurs jours, elle avait complètement disparu des radars de la vie publique italienne. Un inhabituel silence radio qui poussait l'opposition à ironiser sur la nécessité de lancer un avis de recherche par la police. « La présidente du Conseil est joignable, continue à suivre les dossiers importants, et sa fonction ne nécessite pas encore d'avoir un bracelet électronique pour contrôler tous ses déplacements », avaient sèchement rétorqué ses services.

Giorgia Meloni a reconnu elle-même qu'elle avait besoin de repos pendant ce que la presse transalpine a qualifié d'« été difficile ». Il avait commencé par son opposition à la réélection d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission européenne. Une décision lourde de conséquences et critiquée pour faire peser le risque de marginaliser l'Italie à Bruxelles. Un isolement qui menace également son groupe des Conservateurs et ré-

formistes européens (CRE), qu'elle domine au Parlement de Strasbourg.

Un rêve évanoui

Elle rêvait de distribuer les cartes au sein des prochaines institutions communautaires après la percée des droites lors du scrutin de juin. Son vice-président du Conseil Matteo Salvini a choisi de jouer celle de la surenchère souverainiste et populiste en adhérant au tout nouveau groupe Patriotes pour l'Europe. Avec 84 eurodéputés, il souffle à CRE la place de troisième groupe le plus important de l'hémicycle. En plein cœur de l'été, enfin, la sœur de Giorgia Meloni, actuellement à la tête du secrétariat politique du parti Fratelli d'Italia, a fait la une des médias. Elle ferait l'objet d'une enquête pour son implication dans les récentes nominations au sein du gouvernement. Il n'en fallait pas plus pour ressusciter les allégations de « complot de la gauche et des magistrats » si cher au défunt Silvio Berlusconi. Si l'été de Giorgia Meloni a été difficile, son automne le sera tout autant. Un plan budgétaire structurel requis par les nouvelles règles de gouvernance européenne doit être soumis à Bruxelles avant le 20 septembre. En juin, la Commission a ouvert une procédure pour déficit excessif à l'encontre de l'Italie – comme de la France et de cinq autres pays européens –, lui enjoignant de présenter un plan de redressement pour ramener son déficit dans des limites acceptables. Les discussions s'annoncent houleuses.

Le ministre de l'Économie, Giancarlo Giorgetti, bien qu'ayant approuvé la récente réforme du pacte de stabilité, estime que « la réflexion à long terme n'est pas suffisamment valorisée et nous oblige inévitablement à prendre des décisions budgétaires à court terme ». Il a également critiqué le plan national de relance et de résilience (PNRR), le comparant à une planification semblable à celle des Soviétiques pour répondre aux injonctions de la Commission européenne.

Prise en tenaille

La voie budgétaire de l'Italie est très étroite. Elle doit trouver environ 25 milliards d'euros pour financer ses engagements budgétaires de l'année prochaine, alors qu'une hausse des impôts est exclue et que les prévisions de croissance ont été revues à la baisse. Mais c'est à Rome que les difficultés s'amoncellent pour Giorgia Meloni, au sein même de sa coalition. Elle est prise en tenaille entre son aile modérée, incarnée par le leader de Forza Italia, Antonio Tajani ; et son aile radicale, menée par le chef de la Ligue, Matteo Salvini. L'automne politique s'annonce tout aussi chaud que celui économique, tant le climat est incandescent entre les alliés. Ils s'opposent sur la très controversée loi sur « l'autonomie différenciée » adoptée en juillet. Le premier, sensible aux inquiétudes de ses bastions méridionaux ; le second, porte-parole des instances de ses fiefs septentrionaux. L'actuel centralisme doit être remplacé par

un « fédéralisme à la carte » qui suscite les réserves de l'Union européenne, jugeant que cela va cristalliser les inégalités entre le « Nord riche » et le « Sud pauvre » et affaiblir la compétitivité d'un pays déjà à deux vitesses.

Des régions du Sud, Campanie en tête, ont déjà saisi la Cour constitutionnelle. Malgré la pause estivale, l'opposition de gauche a réussi à recueillir 500.000 signatures de citoyens pour demander la tenue d'un référendum abrogatif contre la réforme. Si l'autonomie différenciée ne rencontre pas les faveurs d'Antonio Tajani lorsqu'il s'agit de la machine administrative, il pourrait la revendiquer concernant les droits civils. Répondant aux désirs de la famille Berlusconi de plus se démarquer au sein du gouvernement, le leader de Forza Italia a annoncé son souhait d'accorder la nationalité italienne à tous les enfants d'immigrés qui ont suivi le cycle d'enseignement obligatoire. Une proposition à contrecourant du programme du gouvernement d'extrême droite dont il fait partie, qui a suscité un tollé au sein de la Ligue, n'hésitant pas à mettre en jeu la stabilité de l'exécutif si une telle modification du Code de la nationalité était entérinée.

Giorgia Meloni a convoqué vendredi dernier un sommet des responsables de sa majorité pour les rappeler à l'ordre et afficher une unité qui apparaît de plus en plus instable. Deux ans après son arrivée au pouvoir, le temps des difficultés commence pour la présidente du Conseil, indépendamment des saisons.

Source: Les Echos

## TUNISIE

**121 millions \$ pour l'énergie solaire résidentielle**

Ce financement s'inscrit dans une dynamique qui consiste à promouvoir les énergies renouvelables, sachant que le pays dépend encore très fortement des importations d'énergies fossiles pour alimenter son parc énergétique.

En Tunisie, la Banque Zitouna et la Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG) ont signé le 27 août un accord de financement pour le programme de chauffage de l'eau à l'énergie solaire dans le secteur résidentiel (PROSOL) et le programme de production d'électricité par des systèmes photovoltaïques connectés au réseau basse tension (PROSOL ELEC) pour la période 2024-2026, avec un montant total de prêts estimé à 121,6 millions \$.

Selon l'agence tunisienne pour la maîtrise de l'énergie (ANME), l'accord signé s'inscrit dans le cadre du renouvellement du mécanisme de financement de ces deux programmes. Dans le passé, PROSOL ELEC a assuré l'installation d'environ 300 MW de systèmes photovoltaïques au profit de 90 000 familles, tandis que PROSOL a permis l'installation de plus de 400 000 chauffe-eau.

En Tunisie, la demande énergétique croissante et la baisse de la production nationale de pétrole et de gaz ont entraîné une augmentation de la dépendance à l'égard des importations d'énergie, qui sont passées de 5 % de la consommation en 2010 à 50 % en 2022, selon les chiffres officiels.

Dans ce contexte, la solution réside dans les abondantes ressources en ensoleillement et potentiel éolien, avec une capacité estimée à 320 GW par rapport à la demande de pointe actuelle d'environ 5 GW, selon la Banque Mondiale. Le gouvernement a ainsi pour objectif de porter la part des énergies renouvelables de 8 % en 2022 à 35 % de la capacité de production électrique d'ici 2030.

## ÉGYPTE

**L'Etat veut injecter plus de 700 millions \$ dans la construction de silos d'ici 2030**

En Egypte la consommation de céréales est la plus élevée d'Afrique. Entre la production et l'importation, le gouvernement souhaite accroître la capacité de stockage de cette catégorie de denrée.

En Égypte, le gouvernement envisage de débiter 34 milliards de livres (701 millions \$) pour financer la construction de nouveaux silos de stockage de grains d'ici 2030. C'est ce qu'a révélé Walid Abu Al-Magd, vice-ministre de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur qui se confiait au quotidien local Asharq Business, le 2 septembre. Selon le responsable, cet investissement devrait permettre d'augmenter la capacité de stockage de grains de 2,6 millions de tonnes à terme. Il convient de noter que la capacité de stockage de blé du pays d'Afrique du Nord était évaluée à 3,6 millions de tonnes en 2023, selon les données officielles.

Plus largement, cette initiative intervient après l'annonce en mars dernier d'un projet de construction d'une usine de conception, de fabrication et d'installation de silos, basée à Port-Saïd. Ledit projet, initié par le groupe polonais Feerum en collaboration avec l'Autorité en charge du développement de la zone industrielle de Port-Saïd Est, mobilise un investissement de 1,6 milliard de livres (33 millions \$).

S'exprimant sur le sujet, le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly estime que l'usine, une fois qu'elle sera mise en service, devrait permettre de faciliter l'approvisionnement local en silos.

## ARABIE SAOUDITE

**Les prêts immobiliers atteignent 218 milliards \$ grâce à une croissance annuelle de 12%**

Les prêts immobiliers des banques saoudiennes ont atteint 816,83 milliards de SR (217,82 milliards de dollars) au deuxième trimestre de 2024, marquant une hausse annuelle de 12 pour cent, selon les données officielles.

Les chiffres de la Banque centrale saoudienne, également connue sous le nom de SAMA, indiquent que ce montant représente environ 30 % du portefeuille total de prêts des banques pour la période de trois mois. Les prêts immobiliers de détail représentent la part la plus importante, avec 79 %, et ont augmenté de 10 % au cours de cette période pour atteindre 641,72 milliards de SR.

Les prêts immobiliers aux entreprises, bien que représentant 21% du total, ont augmenté à un taux annuel plus rapide de 18%, totalisant SR175,12 milliards.

La part des prêts immobiliers dans le total des portefeuilles de prêts des banques saoudiennes a régulièrement augmenté ces dernières années. Selon les données de la SAMA, il y a cinq ans, ces prêts représentaient environ 17 % du total des activités de prêt.

Ce chiffre est passé à 18,5 % en 2021, puis à 28,5 % en 2022 et à 29,6 % en 2023. Au deuxième trimestre de cette année, les prêts immobiliers représentaient 29,7 % du total.

Cette croissance est alimentée par plusieurs facteurs clés, notamment le développement urbain, l'évolution des préférences en matière de mode de vie et l'essor du commerce électronique. L'accent est également mis de plus en plus sur la durabilité, le travail à distance, les changements démographiques et les politiques gouvernementales favorables.

En particulier, on observe une augmentation notable de la demande pour différents types de biens immobiliers, allant des appartements résidentiels et des villas aux bureaux commerciaux et aux espaces de vente au détail.

Les lieux d'accueil font également l'objet d'un intérêt accru, tandis que les projets à usage mixte se multiplient. Ces projets combinent des zones résidentielles, commerciales et récréatives, créant ainsi des communautés dynamiques qui répondent à un large éventail de besoins.

Les tendances macroéconomiques telles que la croissance démographique, l'urbanisation et la stabilité économique renforcent encore ce marché.

En outre, des initiatives stratégiques telles que Vision 2030, qui visent à diversifier

l'économie et à attirer les investissements étrangers, fournissent un cadre solide pour une croissance soutenue.

Les sociétés immobilières en Arabie saoudite se concentrent de plus en plus sur les logements abordables et la construction durable, reconnaissant le potentiel à long terme de ces domaines.

Par conséquent, le secteur immobilier de l'Arabie saoudite se distingue comme une opportunité convaincante d'investissement et de développement, attirant à la fois des acteurs locaux et internationaux qui cherchent à tirer parti de l'évolution du paysage du pays. Selon une étude de Mordor Intelligence, le marché de l'immobilier commercial du Royaume est très fragmenté et compétitif, stimulé par une demande croissante de nouvelles propriétés en raison de l'augmentation des activités commerciales. Les promoteurs se font concurrence sur la base de facteurs tels que les réserves foncières, l'emplacement des propriétés et les projets à venir, ainsi que les coûts de construction et la réputation de l'entreprise. L'étude note que les principales sociétés de développement immobilier sur le marché comprennent Al Saedan Real Estate, Kingdom Holding Company et SEDCO Development.

Elle cite également Jabal Omar Development Company, Makkah Construction & Development Co. et Dar Alarkan Real Estate Development Co. ainsi que Saudi Taiba Investment and Real Estate Development Co.

Parallèlement, le financement de l'immobilier connaît une croissance significative, conformément à l'objectif du gouvernement d'augmenter le taux d'accession à la propriété des Saoudiens à 70 % d'ici 2030.

En 2016, la SAMA a révisé la réglementation afin d'augmenter les ratios prêt/valeur pour les sociétés de financement de 70 % en 2014 à 85 %.

En 2017, le plafond du ratio prêt/valeur a été étendu à 85 % pour les citoyens cherchant à acquérir leur premier logement par l'intermédiaire des banques, puis à 90 % en 2018. Alors que le gouvernement continue de stimuler l'offre de logements abordables, la création en 2017 de la Saudi Real Estate Refinance Company, une filiale du Fonds d'investissement public du

Royaume, a renforcé l'offre de titres adossés à des créances hypothécaires pour les investisseurs. La demande de financement immobilier devrait passer de 280 milliards de SR en 2017 à 500 milliards de SR d'ici 2026, sous l'effet d'une croissance économique robuste. La SRC joue un rôle essentiel dans cette expansion en rendant le marché immobilier plus accessible aux investisseurs locaux et internationaux.

Selon une étude de Deloitte, le manque de sociétés de refinancement sur le marché hypothécaire saoudien avait auparavant limité la capacité des banques à développer leurs portefeuilles de prêts dans un seul secteur.

Toutefois, la création de la Saudi Real Estate Refinance Company a changé cette dynamique, en permettant aux banques de regrouper leurs portefeuilles de prêts en titres adossés à des créances hypothécaires qui peuvent être vendus à des investisseurs.

**Impact des taux d'intérêt**

Le marché immobilier saoudien a été fortement influencé par les fluctuations des taux d'intérêt, qui sont étroitement liés à la politique monétaire américaine en raison de l'ancrage du riyal saoudien au dollar américain.

Lorsque la Réserve fédérale a relevé le niveau des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation, les pays du Conseil de coopération du Golfe, dont l'Arabie saoudite, lui ont emboîté le pas, ce qui a entraîné une hausse des coûts d'emprunt dans la région. Ces taux d'intérêt élevés ont d'abord posé des problèmes aux particuliers et aux entreprises à la recherche d'un financement immobilier dans le Royaume.

Le coût du crédit a augmenté, ce qui a fait hésiter les acheteurs potentiels, en particulier sur un marché qui connaissait déjà une hausse des prix de l'immobilier.

De nombreux propriétaires et investisseurs potentiels ont adopté une approche attendue, espérant une réduction des taux avant de prendre des décisions d'achat importantes.

Malgré la persistance du niveau élevé, le marché a fait preuve de résilience et a commencé à reprendre son élan.

## LIBYE

**Bientôt une reprise de l'exportation de brut ?**

L'exportation de pétrole brut avait été suspendue en Libye, il y a quelques jours dans le contexte d'une rivalité entre le gouvernement de l'Est et celui de l'Ouest pour le contrôle de la Banque centrale du pays. En Libye, des sources proches de l'industrie pétrolière ont annoncé, jeudi 5 septembre, le redémarrage des opérations d'exportation du brut libyen, notamment au terminal pétrolier de Zueitina, l'un des plus

importants du pays. Ce dernier accueille en effet depuis quelques heures, le Kiriti Samaria, un pétrolier battant pavillon du Libéria, qui devrait charger puis acheminer dès ce vendredi, une cargaison de 600 000 barils d'or noir vers l'Italie. Ce développement ne signifie pas encore la reprise totale des expéditions de brut à l'échelle de tout le pays. Car, aucune information officielle n'a encore été publiée concernant l'éventuelle levée de la suspension

opérationnelle imposée aux activités pétrogazières dans le pays. Pour les analystes, cette évolution suggère cependant un apaisement des tensions entre les deux gouvernements rivaux qui travaillent activement à un compromis dans le cadre de pourparlers conduits sous l'égide des Nations unies. La Libye ne peut pas se permettre de se priver de vendre son brut pendant une longue période. « L'économie libyenne dépend fortement du pétrole

et du gaz, qui représentent 97 % des exportations, plus de 90 % des recettes fiscales et 68 % du PIB », note la Banque africaine de développement (BAD) dans une étude au sujet du pays. Selon cette dernière, « En 2023, alors que le pays se remettait de la récession de 2022, le PIB a augmenté de 12,6 %, grâce à une production pétrolière soutenue rendue possible par l'amélioration de la situation sécuritaire ».



## AFRIQUE

# 17,3% des start-ups ont été fondées ou cofondées par des femmes

Dans le paysage technologique africain, les inégalités entre les femmes et les hommes restent flagrantes, en raison notamment l'existence d'une culture omniprésente de « boys club » et de situations de misogynie au sein de l'industrie.

Les femmes sont encore sous-représentées et sous-financées dans l'écosystème technologique africain malgré les progrès réalisés ces dernières années, selon un rapport publié en août dernier par Disrupt Africa, une plateforme d'information spécialisée dans la tech en Afrique. Intitulé « Diversity dividend : Exploring gender equality in the africanTech ecosystem 2024 », le rapport précise que sur les 2786 start-ups africaines qui étaient actives sur le continent jusqu'au 1er juin de l'année en cours, 483 (17,3%) ont été fondées ou cofondées par des femmes. Bien qu'il soit supérieur à celui enregistré à la même date de l'année passée (14,6%), ce taux montre que le secteur technologique africain n'est pas un bon élève quand il s'agit de parité, même si les chiffres varient d'un pays à l'autre. Les pays du continent qui comptent le plus de femmes fondatrices ou cofondatrices sont la Zambie (24%), le Sénégal (23,4%), le Rwanda (22%) et le Nigeria (20,7%). Le secteur des technologies juridiques (legal-tech) arrive en tête des secteurs qui comptent le plus de femmes fondatrices et cofondatrices (27,6%). Viennent ensuite la healthtech (23,4%), le recrutement et la gestion des ressources humaines (22,7%), l'ed-tech

(21,5%) et le commerce électronique (20,4%). Les femmes occupant le poste de PDG restent également minoritaires dans les start-ups africaines. Au total, 310 jeunes pousses recensées cette année par Disrupt Africa (11,1%) sont dirigées par des femmes, ce qui représente une légère amélioration par rapport à l'année dernière (9,6%).

### Les préjugés sexistes sont enracinés dans l'industrie

Elaboré en collaboration avec Madica, un programme d'investissement de pré-amorçage qui cible les fondateurs sous représentés et sous-financés en Afrique, le rapport révèle d'autre part que les femmes fondatrices et dirigeantes du continent ont plus de mal à lever des fonds que leurs homologues masculins. Les pépites de la tech dirigées par des femmes ont réalisé des levées de fonds d'un montant cumulé de 289,1 millions de dollars durant la période allant du 1er janvier 2022 au 4 juin 2024. Ce montant représente 4,6 % du total des levées de fonds réalisées par les jeunes pousses du continent durant la période sous revue (6,2 milliards de dollars).

Les start-ups qui comptent au moins une femme dans leur équipe fondatrice ont levé 747,3 millions de dollars. Sur les 1005 start-ups qui ont réussi à lever des fonds entre 1er janvier 2022 au 4 juin 2024, 220 (21,9%) comptent au moins une femme dans leur équipe fondatrice alors que 119 sont dirigées par des femmes (11,8%). Le Nigeria arrive en tête des pays d'origine des start-ups comptant au moins une femme dans leur équipe fondatrice qui ont levé des fonds, devant le Kenya, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Ghana et le Maroc. Disrupt Africa a par ailleurs réalisé un sondage portant sur la parité dans l'industrie auprès des 29 fondatrices et cofondatrices de start-ups africaines. Il en ressort que 79,3 % des sondées déclarent avoir perçu des préjugés à leur encontre sur le plan professionnel parce qu'elles sont des femmes, alors que 69 % affirment avoir perdu des opportunités professionnelles pour le même motif. Dans ce même chapitre, 72,4% des fondatrices et cofondatrices ont indiqué qu'elles se sont déjà senties désavantagées ou impactées négativement par le fait d'être une femme lors d'un entretien avec un investisseur potentiel.

## DÉMANTÈLEMENT TARIFAIRE

## La Chine exonère de droits de douane les exportations de 33 pays africains

Le démantèlement tarifaire, qui s'appliquera à tous les pays les moins avancés, vise essentiellement à réduire le déficit chronique de la balance commerciale bilatérale en faveur de Pékin. La Chine appliquera un traitement tarifaire nul sur 100% de ses importations en provenance des pays les moins avancés (PMA) avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, dont 33 pays africains, a déclaré le président chinois, Xi Jinping (photo), le jeudi 5 septembre 2024. « La Chine élargira, de sa propre initiative et de façon unilatérale, l'ouverture de son marché. Nous avons décidé d'accorder à tous les PMA ayant des relations diploma-

tiques avec la Chine, y compris 33 pays d'Afrique, un traitement nul pour 100% des lignes tarifaires », a-t-il déclaré, lors de la cérémonie d'ouverture de la neuvième édition du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). « La Chine est ainsi devenue le premier grand pays en développement et la première grande économie à prendre une telle mesure. Cela contribuera à transformer notre marché en une grande opportunité pour l'Afrique », a-t-il ajouté. Le dirigeant chinois a aussi indiqué que son pays « est prêt à contribuer au développement de la Zone de libre-échange continentale africaine et à approfondir la coopération logistique et financière au profit du

développement transrégional en Afrique ». La Chine est le premier partenaire commercial du continent africain depuis 2008. Les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint 282 milliards de dollars en 2023, selon des données publiées par l'administration générale de la douane chinoise. La balance commerciale est cependant caractérisée par un déficit chronique en faveur de Pékin dont les exportations vers l'Afrique sont essentiellement composées de produits finis (textile-habillement, machines, électronique, etc.), alors que ses importations en provenance du continent sont dominées par les matières premières comme

le pétrole brut, les minerais et les produits agricoles. Le nouveau démantèlement tarifaire vise ainsi à réduire le déséquilibre des relations commerciales sino-africaines. Rappelons que Pékin avait annoncé, en décembre 2023, l'application d'un traitement tarifaire nul sur 98% de ses importations en provenance de l'Angola, du Gambie, de la République démocratique du Congo, de Madagascar, du Mali et de la Mauritanie. Il avait déjà supprimé au cours des deux années précédant cette annonce, les droits de douane sur 98% des produits importés de 21 pays du continent.

## MARCHÉ RÉGIONAL

## Le Mali lève 22,6 milliards FCFA, le Niger toujours en difficulté

Les dernières sorties sur le marché de la dette de l'Uemoa révèlent des fortunes diverses. Alors que le Mali a réussi à attirer les investisseurs avec une émission largement couverte, le Niger a rencontré plus de difficultés à placer ses titres. Alors qu'il recherchait 25 milliards FCFA, le Mali a réussi à lever 22,6 milliards FCFA (38,2 millions \$), lors de son émission obligataire du mercredi 4 septembre 2024, le montant total des soumissions ayant atteint 26,24 milliards FCFA. Avec un taux de couverture de 104,96 % pour ses bons assimilables du Trésor (BAT) à 364 jours et de 90,62 % pour ses obligations assimilables du Trésor (OAT) à trois ans, Bamako semble avoir regagné la confiance des investisseurs, après des sorties précédentes mitigées. Pourtant, derrière ce chiffre, la réalité

est plus nuancée : la demande pour les obligations à long terme reste limitée. Le pays a certes attiré les investisseurs avec des taux fixes compétitifs de 6,15 % pour ses BAT et de 6,35 % pour ses OAT, mais les rendements moyens pondérés, culminant à 9,73 % pour les BAT et 9,78 % pour les obligations à trois ans, montrent bien un besoin de proposer des primes de risque élevées pour capter l'attention des prêteurs. Le succès relatif de cette opération pourrait ainsi s'expliquer en partie par la quête de rendements dans un environnement où les investisseurs sont de plus en plus sélectifs. Si l'opération du Mali est saluée pour sa capacité à lever des fonds substantiels dans un contexte économique tendu, elle n'en reste pas moins un succès relatif. Le marché a manifesté une certaine réticence vis-à-vis des maturités plus

longues, ce qui suggère que les investisseurs restent prudents quant aux perspectives économiques à moyen terme. A l'inverse, le Niger a rencontré des difficultés lors de son émission du 5 septembre. Sur les 20 milliards FCFA recherchés, 10,125 milliards ont été retenus, soit une couverture décevante de 57 % pour ses BAT à 182 jours et une absence totale de soumissions retenues pour ses OAT à trois ans. Pour les BAT à 182 jours, le rendement moyen pondéré était de 9,34 %. La difficulté à placer ces titres de moyen terme est un signal d'alarme pour Niamey qui peine toujours à convaincre les investisseurs de sa stabilité à long terme. Les perspectives économiques incertaines, attribuées à la montée des tensions régionales continuent de refroidir les investisseurs. Il faut dans ce sens noté la crise avec son voisin, le Bénin –

dont les relations commerciales sont à l'arrêt, malgré l'importance du port béninois comme débouché naturel pour le Niger – ainsi que le manque de visibilité sur la gestion de la dette nigérienne. Cela force le pays à se contenter d'un financement limité, majoritairement à court terme. En début d'année, il avait déjà mobilisé un financement de 400 millions de dollars auprès d'une entreprise chinoise chargée de l'exploitation de son pétrole. Ce financement, étalé sur 12 mois, était pourtant « adossé à la garantie de l'or noir » et assorti d'un taux d'intérêt supérieur à 7 %. Plusieurs analystes notent que les rendements exigés par les marchés ne sont donc pas décollés de la réalité, surtout que depuis, d'autres incertitudes liées au blocage du pétrole nigérien se sont pointées.

### SÉCURITÉ ALIMENTAIRE L'USAID annonce 40 millions \$ pour l'Afrique

D'après la FAO, environ 868 millions d'Africains vivaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2022. Dans un communiqué publié le mardi 3 septembre 2024, les Etats-Unis ont annoncé une aide financière de 40 millions \$ pour réduire l'insécurité alimentaire et renforcer la résilience en Afrique. Décaissée via l'USAID, cette enveloppe sera essentiellement destinée à des projets en Tanzanie, à Madagascar, au Malawi, en Zambie, au Mozambique et en RDC. Elle permettra aux agriculteurs de réduire les effets des conditions climatiques extrêmes par des variétés de cultures améliorées et de renforcer de manière efficace l'accès et l'utilisation de l'eau. Ce, afin d'atténuer les « risques pour les récoltes futures dans le bassin du fleuve Zambèze ». « Conformément au Partenariat stratégique conjoint entre les Etats-Unis et l'Union africaine sur la sécurité alimentaire, le financement contribuera à accélérer une approche régionale menée par l'Afrique pour stimuler la productivité agricole, les liens avec les marchés, améliorer la nutrition et tirer parti du secteur privé », indique le communiqué. D'après l'Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO), en 2022 en Afrique, 20% de la population (environ 282 millions de personnes) était sous-alimentée. Près de 868 millions d'Africains vivaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave. 342 millions (soit 1/3) se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire grave. Cette situation, selon la FAO, est due au changement climatique, aux effets dévastateurs des conflits, des conséquences de la guerre en Ukraine ainsi que des ralentissements et des fléchissements économiques. Selon l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), le continent a besoin de 257 milliards de dollars d'investissements supplémentaires dans le secteur de l'agriculture par an pour assurer la résilience de ses systèmes alimentaires et atteindre l'objectif « faim zéro » d'ici 2030.

PEU RASSURÉES SUR LA SANTÉ ÉCONOMIQUE US

# Les Bourses mondiales dans le rouge

Les Bourses mondiales s'enfoncent en terrain négatif vendredi après un rapport sur l'emploi américain mitigé, laissant les marchés s'interroger quant à l'ampleur de la première baisse des taux de la banque centrale américaine (Fed) en septembre

Les Bourses européennes ont connu une séance en dents de scie, passant du rouge au vert pour finalement terminer en net repli. La Bourse de Francfort a rendu 1,48%, Paris 1,07%, Londres 0,73%, Milan 1,17% et Zurich 1,02%. Sur la semaine, toutes ces places ont lâché plus de 3%, à l'exception de Londres qui a perdu 2,33%.

A New York, le Nasdaq s'enfonçait de 2,49%, le S&P 500 de 1,62% et le Dow Jones de 0,94% vers 15H50 GMT. Le bilan hebdomadaire des bourses américaines était lui aussi nettement négatif.

"Le rapport sur l'emploi aux Etats-Unis n'a pas apporté de clarification. Il n'est pas assez mauvais pour nourrir le scénario de récession, mais il n'est pas non plus suffisamment bon pour écarter les doutes quant à l'ampleur du ralentissement de l'économie américaine", résume Amélie Derambure, gérante multi-asset chez Amundi.

Le taux de chômage a, comme attendu, légèrement reculé en août aux Etats-Unis, à 4,2% contre 4,3% en juillet, selon le département du Travail américain.

Mais alors que les analystes s'attendaient à environ 165.000 créations d'emplois en août, il n'y en a finalement eu que 142.000, secteurs privé et public confondus. De plus, les mois de juin et juillet ont fait l'objet d'une révision à la baisse des premières estimations, amputant le total de 86.000 emplois.

"Chacun peut voir ce rapport de la façon dont il le souhaite: les optimistes diront qu'on revient à des niveaux pré-covid et qu'il s'agit seulement d'une normalisation et les plus pessimistes y verront le début d'une tendance plus sombre pour l'économie américaine", explique Amélie Derambure.

La publication pousse aussi les investisseurs à anticiper davantage la probabilité d'une baisse des taux de 50 points de base de la Fed en septembre.

Or, ce scénario signifierait "que la bataille contre l'inflation est gagnée mais que la croissance est attaquée", résume Amélie Derambure.

La volatilité sur les marchés étaient aussi alimentée par des déclarations de banquiers centraux américains. Christopher Waller, membre du Conseil des gouverneurs de la Fed s'est notamment déclaré "ouvert d'esprit quant à l'ampleur et au rythme des baisses des taux" de l'institution monétaire américaine.

Face à l'incertitude, qui génère de l'aversion pour les actifs risqués comme les actions, les investisseurs se tournaient davantage vers les obligations, jugées plus sûres, qui se détendent nettement (le prix des obligations évolue en sens inverse de leurs taux).

Le taux d'intérêt des emprunts des Etats-Unis à deux ans, le plus sensible aux anticipations de politique monétaire, évoluait à 3,67% contre 3,74% en clôture jeudi.

Son équivalent à dix ans était quant à lui à 3,68%, contre 3,73%.

En Europe, le taux allemand à dix ans s'établissait à 2,17%, contre 2,21%.

## Les semi-conducteurs lésés

A la cote new yorkaise, des prévisions jugées décevantes valaient à Broadcom d'être sanctionné (-9,69%), malgré des résultats supérieurs aux attentes. Wall Street s'inquiétait aussi d'une croissance de seulement 5% sur les microprocesseurs (le groupe vend aussi des logiciels), qui relativise la dynamique de l'intelligence artificielle (IA) pour le groupe.

Le secteur des semi-conducteurs, malmené ces derniers jours, réagissait mal à

cette publication, Nvidia chutait de 5,04%, Marvell Technology de 5,71%, Super Micro de 7,46% et Arm de 5,57%.

En Europe, ASML a lâché 5,42% à Amsterdam, STMicroelectronics 3,04% à Paris et Infineon 3,54% à Francfort.

Le pétrole en repli

Les prix du pétrole se retournaient vers 16H10 GMT et s'installaient en terrain négatif: le baril de Brent de la mer du Nord lâchait 2,23%, à 71,07 dollars, peu après avoir atteint un plus bas en un an et demi et celui du WTI, son équivalent américain, cédait 2,10%, à 67,74 dollars. Sur le marché des changes, le dollar reculait de 0,17% par rapport à l'euro, à 1,1092 dollar pour un euro.

## Légère baisse de la Bourse de Tokyo

La Bourse de Tokyo a clôturé en légère baisse vendredi, en repli pour la quatrième journée consécutive, lestée par la hausse du yen, dans un climat attentiste avant la publication du très attendu rapport sur l'emploi américain en août. L'indice vedette Nikkei de la capitale nipponne a terminé sur une perte de 0,72%, à 36.391,47 points, à 06H00 GMT, et l'indice élargi Topix a reculé de 0,89%, à 2.597,42 points. Le ralentissement du marché du travail américain a été une source d'inquiétude, entraînant la vente de certains titres sensibles à l'évolution de l'économie, alors que les Etats-Unis n'avaient pas créé

si peu d'emplois depuis janvier 2021. Selon une enquête du cabinet ADP publiée jeudi, le secteur privé américain n'a créé que 99.000 emplois en août, nettement moins que les 145.000 attendus par les économistes. «Les données mitigées sur l'emploi avant la publication vendredi du rapport sur les emplois non agricoles du mois d'août n'ont fait qu'alimenter les craintes que nous soyons au bord d'une nouvelle crise de croissance», a commenté Stephen Innes, analyste de SPI Asset Management. La monnaie japonaise continuait, elle, de se renforcer vendredi par rapport au dollar, pesant sur le marché boursier, notamment sur

les actions liées à l'exportation.

À la cote, les secteurs des machines et de l'acier ont connu une baisse marquée sur fond d'inquiétudes à l'égard de l'économie américaine, à l'image de l'aciériste Nippon Steel (-2,18%). Les valeurs liées au secteur des semi-conducteurs ont également baissé comme Tokyo Electron (-1,89%), Advantest (-1,37%) ou Disco Corp (-1,39%). Par ailleurs, l'action du géant japonais de la distribution Seven & i Holdings a baissé de 1,43% après que le groupe a rejeté l'offre de rachat du canadien Alimentation Couche-Tard (ACT), jugée trop faible.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Septembre 2024  
Valeur : 09 Septembre 2024

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.6226	132.6376
1	EUR EURO	146.6806	146.7370
1	GBP POUND STERLING	174.3658	174.4543
100	JPY JAPANESE YEN	92.3299	92.3467
1	CNY CHINESE YUAN	18.6782	18.6811
1	CHF SWISS FRANC	156.6162	156.6524
1	CAD CANADIAN DOLLAR	98.1445	98.1628
1	DKK DANISH KRONE	19.7109	19.7146
1	SEK SWEDISH KRONA	12.8905	12.8942
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.4777	12.4813
1	AED UAE DIRHAM	36.1064	36.1145
1	SAR SAUDI RIYAL	35.3293	35.3352
1	KWD KUWAITI DINAR	434.2587	434.4500
1	TND TUNISIAN DINAR	43.2105	43.6448
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.5816	13.5831
1	LYD LIBYAN DINAR	27.0935	27.2323
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3399	3.3503
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	178.3045	178.3045

## BOURSE ZURICH

# Le SMI sombre après l'emploi aux Etats-Unis

La Bourse suisse a fini par s'enfoncer vendredi à la clôture, après un bref sursaut enregistré suite aux statistiques mitigées sur le marché du travail aux Etats-Unis. Les nouvelles données du mois d'août ont démontré que l'économie américaine résiste pour l'heure et que la Réserve fédérale devrait réduire ses taux de 25 points de base en septembre, selon les experts. A Wall Street, les principaux indices évoluaient en forte baisse.

Le taux de chômage a légèrement reculé en août aux Etats-Unis à 4,2%, contre 4,3% le mois précédent, avec des créations d'emplois en hausse par rapport à juillet mais moins nombreuses que prévu, selon les chiffres publiés par le département du Travail. Le mois dernier, 142'000 emplois ont été créés, secteurs privé et public confondus,

contre 89'000 seulement en juillet - chiffre révisé à la baisse. Les analystes de Market Watch tablaient sur 161'000 créations de postes.

"Les données actuelles continuent d'indiquer un ralentissement continu du marché de l'emploi américain", a souligné l'économiste Christian Scherrmann de DWS. Selon l'expert, "l'économie ralentit, mais elle ne s'effondre pas et un atterrissage en douceur reste un scénario plausible".

"A la publication de ces chiffres pas assez mauvais", on peut supputer que la Réserve fédérale américaine abaissera ses taux de 25 points de base le 18 septembre en argumentant que l'inflation et le plein emploi sont (pour l'instant) maîtrisés", a pour sa part estimé John Plassard de Mirabaud Banque. Un scénario également partagé par M. Scherrmann.

Parmi les autres statistiques, la croissance économique dans la zone euro a été révisée légèrement en baisse pour le deuxième trimestre. Les 20 pays de la zone euro ont enregistré une croissance de 0,2%, au lieu de 0,3% comme précédemment estimé.

En Suisse, les perspectives de consommation demeurent peu engageantes. En août, la situation s'est dégradée par rapport au mois précédent.

A la Bourse suisse, l'indice vedette SMI a clôturé en baisse de 1,02% à 11'909,24 points, après un plus haut à 12'088,94 points et un plus bas à 11'908,24 points. Le SLI a fini en fort repli de 0,99% à 1928,02 points et le SPI a cédé 1,02% à 15'826,09 points.

Une large majorité des valeurs vendues a fini dans le rouge, à l'except-

tion notable de Givaudan (+1,0%), Sandoz Group (+0,7%) et Lonza (+0,5%), sans informations particulières.

Les plus fortes baisses ont été enregistrées par Richemont (-2,6%), suivi par ABB (-2,5%) et UBS (-2,3%), là aussi sans annonces spécifiques. Swatch Group (-2,2%) a étendu ses pertes. Gregory Kissling a été nommé directeur général de la maison Breguet. L'actuel vice-président du développement de produits Omega prendra ses fonctions dès le 1er octobre à la tête de la marque haut de gamme.

Logitech (-1,7%) a fini par sombrer. Jeudi, lors de l'assemblée générale du groupe vaudois, ses propriétaires ont notamment réélu la présidente Wendy Becker, en dépit des appels du cofondateur et actionnaire Daniel Borel à écarter celle-ci au profit de

l'administrateur Guy Gecht. Sur le marché élargi, Basilea (+1,6%) a maintenu son avance. Le laboratoire rhénan a perçu un versement d'étape de 25 millions de dollars de la part de Pfizer, liée à la performance de ventes de l'antifongique Cresemba en Europe. Il s'agit du sixième bonus engrangé par le laboratoire rhénan grâce à ce produit depuis le début de l'année.

L'actionnaire principal du développeur genevois de logiciels bancaires Temenos (+3,5%), Martin Ebner, détient désormais un cinquième de l'entreprise. En l'espace de quelques mois, il a augmenté sa participation d'un peu plus de 7%.

Baloise (-4,6%) a par contre chuté, tiré à la baisse par un abaissement de recommandation et d'objectif de cours par UBS.

## ETATS-UNIS

# Le marché du travail perd de sa vitalité dans certaines régions, selon la Fed

Certaines régions des Etats-Unis observent un ralentissement du marché du travail, les niveaux d'emplois restant cependant stables dans l'ensemble, voire en légère hausse, a montré mercredi une enquête de la Fed.

Les niveaux d'emploi sont restés globalement stables, voire en légère hausse au cours des dernières semaines", indique la Banque centrale américaine dans son "Livre beige", une enquête réalisée fin juillet et au mois d'août auprès des entreprises et acteurs économiques du pays. Néanmoins, "quelques régions ont signalé que les entreprises avaient réduit les équipes et les horaires, laissé les postes annoncés vacants", détaille ce document. Pour le moment toutefois, "les cas de licenciements restaient rares", mais "les employeurs se sont montrés plus sélectifs dans leurs embauches et moins susceptibles d'augmenter leurs effectifs, invoquant des inquiétudes concernant la demande et des perspectives économiques incertaines". Conséquence pour les candidats: "des difficultés croissantes et à des délais plus longs pour trouver un emploi", relève le "Beige Book". Le taux de chômage a grimpé à 4,3% en juillet. Celui d'août sera publié vendredi, et est attendu à 4,2%. La lutte contre la forte in-

flation passe en effet par un ralentissement de l'activité économique, et, donc, une dégradation du marché de l'emploi, alors que les Etats-Unis ont connu trois années de pénurie de main d'oeuvre. Dans la région de Chicago par exemple, "des signes de ralentissement du marché du travail ont été observés", avec "des licenciements ou des réductions d'équipes en réponse au ralentissement de la demande". Dans la région voisine de Minneapolis, "une petite majorité d'entreprises ont indiqué qu'elles embauchaient", mais, pour "bon nombre d'entre elles", il s'agit simplement de remplacer des départs". Un contact dans le Minnesota a signalé "que de nombreuses entreprises deviennent beaucoup plus pointilleuses" quant aux personnes qu'elles embauchent. Et la dégradation attendue de l'activité économique dans les prochains mois risque d'avoir des répercussions: "plusieurs entreprises ont déclaré qu'une baisse supplémentaire de la demande pourrait entraîner de futurs licenciements", a

commenté la Fed d'Atlanta. Par ailleurs, la Fed de New York relève qu'"avec l'incertitude entourant l'élection présidentielle" du 5 novembre, qui opposera la démocrate Kamala Harris au républicain Donald Trump, "de nombreuses entreprises suspendent leurs projets d'embauche". Dans la région de Dallas (Texas), "la plupart" des entreprises qui ont gelé les embauches "considèrent cela comme une mesure temporaire et prévoient d'embaucher plus tard dans l'année". La situation n'est cependant pas homogène à travers le pays. Dans la région de San Francisco, par exemple, "l'emploi a dans l'ensemble légèrement augmenté". La Fed s'apprête à commencer à baisser des taux, et devrait lancer le mouvement lors de sa prochaine réunion, les 17 et 18 septembre. Pour contrer la flambée de l'inflation, qui a été en 2022 au plus haut depuis plus de 40 ans, elle a relevé ses taux. Ceux-ci se trouvent actuellement dans la fourchette de 5,25 à 5,50%.

## CANADA

## Le gouvernement de Trudeau affaibli après avoir été lâché par son allié de gauche

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a subi un rejet politique majeur mercredi avec l'annonce surprise par son principal allié de gauche de la fin de leur entente politique qui visait à soutenir le gouvernement minoritaire des libéraux. Le chef du gouvernement ne doit pas automatiquement appeler à de nouvelles élections mais va devoir trouver de nouveaux soutiens au parlement pour survivre aux votes de confiance. C'est avec une vidéo publiée sur les réseaux sociaux que le chef du Nouveau parti démocratique (NPD), Jagmeet Singh, a annoncé qu'il se retirait de cette alliance conclue il y a trois ans. Dans ce message, M. Singh n'a pas mâché ses mots contre ses anciens alliés: "les libéraux sont trop faibles, trop égoïstes et trop proches des ultra-riches pour se battre pour les gens." Il a aussi accusé Justin Trudeau de ne pas être en mesure d'affronter l'opposition conservatrice. Cette dernière, emmenée par Pierre Poilievre, est largement en tête dans les sondages en vue des élections législatives qui doivent se tenir d'ici à la fin octobre 2025. "Je ne vais pas faire de politique aujourd'hui", a balayé le Premier ministre canadien, interrogé en marge d'un déplacement dans une école dans la province de Terre-Neuve et Labrador, dans l'est du pays.

## SUISSE

## Le taux de chômage augmente légèrement en août à 2,4%

Le taux de chômage en Suisse a légèrement augmenté en août, montant à 2,4% contre 2,3% le mois précédent, a annoncé jeudi le ministère suisse de l'Economie. Fin août, 111.354 personnes étaient inscrites au chômage, soit 3.638 de plus qu'en juillet, indique le ministère de l'Economie dans un communiqué. Avec l'arrivée des jeunes diplômés sur le marché

du travail, le nombre de chômeurs chez les jeunes a augmenté de 20,2% en août par rapport au mois précédent pour atteindre 11.905 personnes. Chez les personnes âgées de 50 ans et plus, le nombre de chômeurs s'est accru de 1,6%, avec 30.339 inscrits. Le nombre d'offres d'emplois dans les offices régionaux de placements a quant à lui diminué, avec 17.859

postes à pourvoir, soit 428 de moins qu'en juillet. Selon le baromètre trimestriel de l'emploi de l'Office fédéral de la statistique (OFS), les perspectives pour l'emploi sont un peu moins optimistes en Suisse. Au deuxième trimestre, le nombre de postes à pourvoir a diminué de 16,2% par rapport à la même période un an plus tôt, d'après son baromètre trimestriel, publié la semaine

passée. Et sur les 18.000 entreprises interrogées pour réaliser ce baromètre, la part de celles qui prévoient de recruter a quelque peu diminué, tandis que celles qui prévoient de réduire leurs effectifs a, au contraire, légèrement grimpé. Dans le détail, les entreprises qui prévoient d'augmenter leurs effectifs à court terme représentent 12,3% de l'emploi total (contre 14% un

an plus tôt). Celles qui envisagent de les réduire représentent de leur côté 3,8% du total de l'emploi, contre 2,8% un an plus tôt. L'écrasante majorité (71,6%) prévoit cependant de maintenir leur niveau d'effectifs inchangé, avait indiqué l'OFS la semaine passée. Pour l'ensemble de l'année 2024, le ministère de l'Economie table sur un taux de chômage de 2,4%.

## ETATS UNIS

## L'inflation poursuit son ralentissement à 2,9 % en juillet, son plus bas niveau depuis mars 2021

Les prix des biens, notamment des véhicules et de l'habillement, ont contribué à cette baisse, tandis que les services hors énergie ont vu leurs prix augmenter. L'inflation aux Etats-Unis a poursuivi son ralentissement au mois de juillet à 2,9 % sur un an, contre 3 % le mois précédent, soit son niveau le plus bas depuis mars 2021 et légèrement en retrait par rapport aux attentes, selon l'indice des prix à la consommation (CPI) publié mercredi 14 août. Selon les données du département du travail, les prix sur un mois ont, en revanche, augmenté de 0,2 %, après une baisse de 0,1 % en juin. En excluant les prix de l'énergie et de l'alimentation, par nature plus

volatils, l'inflation dite sous-jacente est de 3,2 % sur un an, conforme aux attentes et en léger recul par rapport au mois précédent (3,3 %). Les prix des biens sont la principale raison de la baisse, avec en particulier un recul des prix des véhicules neufs et d'occasion et, dans une moindre mesure, de l'habillement et des carburants. Les prix des services hors énergie, qui sont les principaux vecteurs de l'inflation depuis plusieurs mois, sont en revanche repartis à la hausse sur un mois, de 0,3 %, contre 0,1 % en juin, avec en particulier un regain dans le logement et les services de transport.

## La Fed a refusé une baisse des taux

Malgré tout, dans l'ensemble, la tendance devrait venir confirmer les données publiées jusqu'ici et le sentiment que l'inflation est bien sur le chemin pour revenir progressivement vers la cible de 2 % à long terme fixée par la Réserve fédérale (Fed). L'institution s'est jusqu'ici refusée à baisser ses taux d'intérêt, estimant qu'elle ne disposait pas des données nécessaires montrant un retour durable vers la cible. L'inflation aux Etats-Unis avait connu un pic dans la foulée de la réouverture de l'économie mondiale, après la pandémie de Covid-19, atteignant jusqu'à 9,5 % en rythme annuel en juin 2022. La Fed avait

remonté résolument ses taux, jusqu'à les amener à une fourchette comprise entre 5,25 % et 5,50 %, à leur niveau le plus élevé depuis le début du siècle. L'inflation a depuis connu un fort ralentissement, retombant autour de 2,6 % en moyenne ces derniers mois, selon l'indice PCE - privilégié par la Fed -, mais après une baisse rapide durant la seconde moitié de 2023, elle a eu tendance à se stabiliser entre 2,5 % et 3 % depuis le début de cette année. La prochaine réunion de la Fed est prévue à la mi-septembre et la majorité des analystes s'attend à ce qu'elle annonce sa première baisse des taux. Il s'agira de la dernière réunion avant la tenue de l'élection présidentielle américaine, le 5 novembre.

## Nissan lance un nouveau Patrol



Le Nissan Patrol fait de moins en moins parler de lui, car il a disparu du marché européen depuis un certain temps. Néanmoins, le constructeur japonais lance une nouvelle génération de ce tout-terrain robuste. Si le Toyota Land Cruiser est une référence, ses concurrents directs, comme le Mitsubishi Pajero et le Nissan Patrol, ont disparu de notre marché depuis un certain temps. En dehors de l'Europe, l'engouement pour ce type de véhicule tout-terrain robuste est bien plus grand. Nissan, par exemple, vient de présenter une toute nouvelle génération de Patrol, qui sera vendue aux États-Unis sous le nom d'Armada. La carrosserie du Nissan Patrol, d'une longueur de 5,35 m, allie un design classique à des lignes épurées. La calandre, en particulier, tente de faire le lien avec les autres modèles du constructeur japonais. Selon l'angle sous lequel vous regardez ce véhicule tout-terrain, vous pouvez voir des éléments de design du Land Rover Discovery et du Toyota Land Cruiser.

### Pas de 4x4, mais deux turbos

Nous savons depuis le succès du Defender qu'un tout-terrain doit aller au-delà de ses compétences tout-terrain. Le nouveau Nissan Patrol adopte également de nombreuses caractéristiques des SUV, en particulier à l'intérieur. L'habitacle allie un design élégant à des matériaux luxueux, tandis que le tableau de bord est doté de deux écrans numériques de 14,3 pouces à l'avant et de deux écrans de 12,8 pouces à l'arrière. Le Nissan Patrol embarque un gros V6 associé à une boîte automatique à neuf rapports, un bloc de 3,5 litres suralimenté par deux turbos pour porter la puissance à 425 ch et le couple à 700 Nm. Mais bien sûr, il ne s'agit plus d'un V8... Sur certains marchés, le nouveau Patrol pourra également être équipé d'un V6 atmosphérique de 3,8 litres, que l'on peut également commander en traction arrière uniquement.

## PROTOTYPE

# Renault construit un restomod électrique basé sur la R17 de 1971

Renault joue sur la nostalgie pour adoucir la transition électrique. À l'instar de la R17 Electric Restomod, construite en collaboration avec le designer français Ora Ito, qui est présentée en première mondiale au Mondial de l'Automobile à Paris.



Ce n'est pas la première fois que Renault revêt une technologie moderne d'un habit emprunt de nostalgie. Il suffit de penser à la R4 et à la R5, qui entreront bientôt en production. Ou encore la R5 Turbo 3E, une machine de drift électrique avec laquelle le constructeur français a célébré le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Renault 5. Cette formule rétro s'applique désormais à la R17, qui date de 1971 et qui sera présentée le 14 octobre au Mondial de l'Automobile de Paris.

La Renault 17 était un coupé compact propulsé à l'époque par un moteur de 1,6 litre qui envoyait 108 ch aux roues avant. Son moteur thermique doit ici céder la place à un groupe motopropulseur électrique qui transmet 270 ch aux roues arrière. Il s'agit d'un tout nouveau moteur électrique que Renault prépare pour la production en série. La carrosserie de la R17 électrique est en fibre de carbone, ce qui permet de maintenir le poids total à 1,4 tonne.

### Ora Ito

La modernisation de la Renault 17 suit les règles désormais habituelles du restomod. Les phares ronds de la R17 d'origine font place à des blocs lumineux beaucoup plus étroits et rectangulaires. L'arrière est dominé par une fine bande de LED qui regroupe toutes les fonctions d'éclairage. La carrosserie, réalisée en collaboration avec le designer français Ora Ito, est un peu plus basse et plus large, permettant aux passages de roues d'accueillir des jantes presque fermées. L'habitacle de la Renault 17 Electric Restomod raconte une histoire similaire. Le des-



ign rétro reste intact, mais les compteurs carrés sont désormais dotés d'un affichage numérique. Le design reste remarquablement simple, mariant avec succès le présent et le passé. Comme le prouve le très beau volant de cette R17. Ou encore les élégants rétroviseurs à caméra qui ornent les portières. Y aura-t-il une quelconque production en série ? Non. Pour l'instant, il s'agit d'un modèle d'exposition unique. Mais on ne sait jamais, car Renault n'est pas avare d'un peu de nostalgie.

VOUS EN DOUTIEZ ENCORE ?

# Les puces IA de Huawei à la traine face à Nvidia

Selon le Financial Times, « de multiples bogues logiciels » font obstacle aux efforts entrepris par la Chine pour construire un écosystème IA national capable de rivaliser avec les concurrents américains dont les puces les plus performantes sont indisponibles pour cause d'embargo.

La Chine encourage la mise en place d'un écosystème IA national pour rivaliser avec les acteurs américains dominants, mais des bogues dans les logiciels qui doivent servir d'alternative à ceux d'entreprises comme Nvidia viennent perturber ses ambitions. Selon un article du Financial Times, les outils en question sont ceux du géant technologique chinois Huawei, qui développe ses propres puces IA ainsi qu'un framework IA baptisé CANN, rival du Cuda de Nvidia, destinée à accélérer le développement d'applications pouvant tirer parti de ses GPU. Du fait de ces bogues logiciels, les « clients du principal fabricant de puces d'IA Huawei se plaignent de problèmes de performance et de la difficulté qu'ils ont à abandonner les produits de Nvidia », indique encore le rapport. Selon l'article, les fournisseurs d'IA chinois utilisent de plus en plus les puces Ascend (sur base Arm) de Huawei pour exécuter des tâches d'inférence afin de générer des réponses d'IA aux requêtes. Des accélérateurs plus performants sont nécessaires pour la formation initiale des modèles. Cependant, « de nombreux initiés de l'industrie, dont un ingénieur en IA d'une entreprise partenaire, ont déclaré que les puces étaient encore loin d'atteindre le niveau de celles de Nvidia pour l'entraînement initial des modèles, mettant en cause des problèmes de stabilité, une connectivité inter-puces plus lente et la moins bonne qualité des logiciels développés par Huawei ». À la suite des restrictions à l'exportation de la technologie mises en place par le gouvernement américain, de nombreuses entreprises chinoises, dont Huawei, cherchent à répondre à la demande de puces puissantes pour l'exé-



cution d'applications d'IA en Chine. Cependant, d'après une déclaration faite mardi par Alvin Nguyen, analyste principal chez Forrester, il n'est pas réaliste de penser qu'une entreprise comme Huawei soit en mesure de supplanter rapidement Nvidia, et que cela prendra du temps et des efforts, tant du point de vue du matériel que des logiciels. « Les difficultés signalées aujourd'hui au sujet des logiciels de Huawei dans ses tentatives de remplacer Nvidia ne sont pas surprenantes : L'écosystème logiciel développé par Nvidia existe depuis longtemps », a déclaré M. Nguyen par courriel. En effet, l'introduction par Nvidia de la plateforme logicielle Cuda pour la programmation des GPU, date de 2006.

## Un framework IA encore jeune

Un chercheur a déclaré au FT que le code de Huawei rendait ses puces Ascend « difficiles et instables à utiliser », ce qui entravait les tests. « Quand des erreurs aléatoires se produisent, il est très difficile d'en trouver l'origine en raison d'une documentation insuffisante. Il faut des développeurs talentueux pour lire le code source afin d'identifier le problème, ce qui ralentit tout. Le codage est imparfait », a déclaré le chercheur au Financial Times. Un ingénieur chinois ayant connaissance de l'utilisation des puces Huawei par Baidu a déclaré qu'elles tombaient fréquemment en panne, selon le FT. Dans son rapport, le Financial Times indique que

Huawei a envoyé ses ingénieurs sur les sites de ses clients pour les aider à transférer leur code d'entraînement écrit pour Cuda de Nvidia vers CANN de Huawei. « Cette démarche pourrait être utile », a déclaré M. Nguyen : « Huawei utilise ses capacités de service à la clientèle pour travailler plus étroitement avec ses clients sur l'utilisation de ses puces, ce qui l'aidera à contrer l'avantage de Nvidia grâce à son écosystème logiciel à long terme ». Selon lui, le gouvernement américain favorise aussi le phénomène. « Les contrôles à l'exportation donnent un avantage à Huawei, car ils empêchent Nvidia de vendre la « meilleure » version de ses produits en Chine », a-t-il estimé. « La Chine essaie certainement d'être autosuffisante dans la fabrication de puces avancées. Cependant, Huawei subit des revers pour étendre la production de son hardware de traitement, initialement conçu pour remplacer les GPU de Nvidia », a déclaré Thomas Randall, directeur de l'étude du marché de l'IA chez Info-Tech Research Group. « Les faibles rendements de ses processeurs laissent présager que la fabrication de puces avancées ne sera pas viable sur le plan commercial », a-t-il ajouté. « Cela ne signifie pas pour autant que Huawei est au bord du gouffre, puisqu'elle a augmenté sa part de marché en Chine : elle est simplement soumise à une contrainte de temps permanente pour améliorer sa compétitivité. » Et l'entreprise ne ménage pas ses efforts. Le 13 août, le Wall Street Journal a rapporté que Huawei était sur le point d'introduire une puce, l'Ascend 910C, et qu'elle affirmait à ses clients potentiels qu'elle était comparable à la H100 de Nvidia, qui n'est pas disponible en Chine pour cause d'embargo américain.

## Brèves

### La CEO de Darktrace démissionne

Poppy Gustafsson quitte la direction générale de Darktrace, spécialisée dans la cybersécurité à base d'IA. Ce départ se déroule juste avant la finalisation du rachat de l'entreprise par le fonds Thoma Bravo pour 5,3 Md\$. La dirigeante est aussi co-fondatrice de la société au côté de Jack Stockdale (actuellement CTO) avec le soutien de Mike Lynch (ex CEO d'Autonomy). Ce dernier a perdu la vie il y a quelques semaines lors du naufrage de son voilier au large de la Sicile. Pour remplacer la dirigeante, Thoma Bravo confie la direction à Jill Popelka, qui était jusqu'alors en charge des opérations. Elle a précédemment occupé des postes de direction dans des entreprises technologiques telles que Snap et SAP SuccessFactors et a commencé sa carrière dans le cabinet de conseil Accenture.

### Un peu plus de modération sur Telegram

La messagerie a mis son site web à jour pour que les utilisateurs puissent signaler les chats privés aux modérateurs. Une réponse suite à l'arrestation du CEO, Pavel Durov à Paris, pour plusieurs crimes et délits commis par des tiers sur la plateforme. L'absence de modération est souvent mise en avant comme le montre l'ancienne formulation de la FAQ du site, « tous les chats de Telegram et les chats de groupe sont privés entre leurs participants. Nous ne traitons aucune demande à leur sujet ». Dorénavant, l'application intègre un bouton « Signaler » pour alerter les modérateurs sur les contenus illégaux. Par ailleurs, la société a également fourni une adresse électronique pour les demandes de retrait automatisées, indiquant aux utilisateurs d'inclure des liens

vers des contenus nécessitant l'attention d'un modérateur.

### Qualcomm intéressé par les activités design d'Intel

Alors que Pat Gelsinger doit présenter bientôt un plan pour sauver le fondeur, Qualcomm aurait marqué son intérêt pour acquérir des parts dans les activités de conception de puces de la société américaine. Le spécialiste des puces mobiles a, selon Reuters citant des sources proches du dossier, étudié l'acquisition de différentes parties d'Intel. En plein développement de ses processeurs Snapdragon sur les PC IA, Qualcomm s'intéresserait particulièrement à la conception des puces PC d'Intel.

Mots fléchés

Impur pour les musulmans et les juifs Groupes d'étoiles		Héros créé par R-Goscinny et A-Uderzo Réponse négative		Exploitations agricoles Entre amis		Peintre naturalisé suisse Moyen de locomotion pour Tarzan		Instrument destiné pour l'auscultation Prénom d'un personnage de M-Leblanc		Portion du gros intestin		Industries Lettre grecque	
Non noble										Cézigue			
Maladie d'ado										Laitue			
				Chef d'orchestre Épouse d'Osiris								Boisson chaude	
Veste large d'origine hongroise	Examen	Bagatelle Jettera						Impudent					
								Appellation Habitants d'une île italienne				Cassé Film de Marcel Pagnol (3 mots)	
Véhicule muni d'un compteur Plaisir outre-atlantique					Individu peu recommandable à Paname	Mot de passe Conte							Crochet de boucher
			Assaisonna						Nis d'espions			Fils d'Aphrodite	
Lutte anti-aérienne Saint-pierre				Absous Laiteuse									
			Hideux Qui dépassent les normes						Paysans pauvres en Amérique Centrale				
Spontanées	Petit conservateur Charles Césari, David, Alexandre aux cartes					Prénom biblique Varappes				Issue de Département picard			
								Courageux Celui de la joie est l'hymne officiel de l'UE Prénom masculin				Tenteraient	
Clown		Retirés Dégringolée						Région du bassin parisien				Dieu celtique	
					Attouchements Écrase-merde								
Lac italien	Lettre grecque Lac des Pyrénées							Bourrique					
				Fiancée de Popeye Prénom masculin						Nom akkadien de Ur Elles sont bordées de maisons			
Tracassa								Crépuscule		Biaisa Pour un oubli en fin de lettre			
Contraire à la force	Brun c'est une atteinte de mildiou		Garçons d'écurie						Vierge			Lettre grecque	
			Lac italien Brome						Organisation d'origine religieuse Sodium				
Oiseau palmipède		Cuvette								Prénom de Connery			
						Grippe-sou					Connut		

Sept (7) personnes sont décédées et 462 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile. Par ailleurs et suite aux dernières intempéries, les éléments de la Protection civile des wilayas d'Illizi, In Salah, Adrar, Tiaret, Bejaia, Médéa, Tipaza et El Tarf, ont effectué plusieurs opérations d'épuisement des eaux pluviales à travers quelques habitations et édifices publics et privés, sachant que des effondrements partiels de plafonds et murs extérieurs ont été également enregistrés dans les wilayas d'El Tarf et de Bejaia, ajoute la même source. Aussi, la Protection civile a déploré le décès par noyade de quatre (04) personnes, dont trois (03) en mer survenus à Skikda, Oran, El Tarf, en plus d'un cas de décès ayant été enregistré dans une mare d'eau au village de Bordj M'hiris, commune d'Ain Abid, wilaya de Constantine.



## CHINE

## Jinping s'engage à allouer à l'Afrique 50 milliards de dollars de financement

**L**e président chinois Xi Jinping s'est engagé jeudi à allouer à l'Afrique 50 milliards de dollars de financement ces trois prochaines années et à aider à la création d'un million d'emplois sur le continent africain. "Au cours des trois prochaines années, le gouvernement chinois est prêt à fournir un soutien financier d'un montant de 360 milliards de yuan (50,7 milliards de dollars)", a déclaré Xi lors du sommet Chine-Afrique à Pékin, promettant également d'aider à la création "d'au moins un millions d'emplois".

Xi Jinping a affirmé que la Chine était "prête à approfondir sa coopération" avec le continent africain dans le domaine économique. Les relations Chine-Afrique connaissent leur "meilleure période de l'histoire", a-t-il assuré.

Deuxième économie mondiale, la Chine est le premier partenaire commercial du continent africain, avec des échanges bilatéraux à hauteur de 167,8 milliards de dollars (151,8 milliards d'euros) au premier semestre, selon les médias officiels chinois. Elle a envoyé ces deux dernières décennies des centaines de milliers d'ouvriers et d'ingénieurs en Afrique pour construire ces grands projets.

Au total, 25 dirigeants de pays africains ont confirmé leur présence au sommet du Forum sur la coopération Chine-Afrique, selon un décompte de médias. Le sommet est le plus grand rendez-vous diplomatique organisé à Pékin depuis la pandémie de Covid-19. Il doit s'achever vendredi.

## CÉRÉALES

## Les prévisions de la production mondiale similaires à celles de 2023

**L'**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a revu à la baisse ses prévisions relatives à la production mondiale de céréales en 2024, qui devrait s'élever à 2.851 millions de tonnes, soit un niveau quasi équivalent à celui de 2023. Dans son nouveau bulletin sur l'offre et la demande de céréales, publié vendredi sur son site web, la FAO impute ces révisions à la baisse des prévisions de récoltes pour les céréales secondaires, notamment le maïs, principalement en raison des conditions météorologiques chaudes et sèches dans l'Union européenne, au Mexique et en Ukraine. Les échanges internationaux de céréales devraient s'établir à 485,6 millions de tonnes, soit une contraction de 3,37% par rapport à 2023-2024, qui s'explique essentiellement par la diminution des volumes des échanges de céréales secondaires.

## SOMMET CHINE-AFRIQUE

# L'Algérie plaide pour une réponse optimale aux besoins et priorités des pays africains

**L'**Algérie a appelé, jeudi dernier à Pékin, par la voix du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, à maintenir la cadence positive dans la construction conjointe de l'initiative "la Ceinture et la Route" afin de répondre de manière optimale aux besoins et priorités des pays africains. Dans une allocution prononcée lors de la séance consacrée à la coopération au titre de l'initiative "la Ceinture et la Route", dans le cadre des travaux du 4e Sommet Chine-Afrique, auquel il a participé en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Attaf a indiqué que cette initiative "représente aujourd'hui une des facettes fondatrices et structurantes de la coopération fructueuse et du partenariat prometteur entre l'Afrique et la Chine", saluant "l'unanimité absolue des pays africains et leur adhésion collective à cette initiative, à travers la signature de mémorandums d'entente avec la Chine pour sa mise en œuvre et la concrétisation de ses objectifs".

Le ministre a évoqué, par là même, plusieurs facteurs clés à l'origine de l'interaction positive de l'Afrique avec la Chine, notamment "le fait que les relations sino-africaines soient fondées sur un legs historique commun d'amitié, de solidarité et d'entente, enraciné dans le soutien de la Chine aux luttes des peuples africains pour la libération et l'affranchissement de la domination et de la colonisation, ainsi que dans les positions des pays africains, qui, à leur tour, ont soutenu le retour légitime de la Chine au sein de l'Organisation des Nations Unies et appuyé le principe d'une Chine unifiée".

L'initiative "la Ceinture et la Route",

ajoute le ministre, "repose sur les principes d'un partenariat équilibré, des intérêts partagés, du respect mutuel et de l'égalité souveraine entre les Etats, loin des surenchères politiques et des marchandages provocateurs pour bénéficier de l'aide au développement et s'attirer les bonnes grâces".

Le troisième facteur est que les buts et objectifs de cette initiative "rejoignent ceux de l'Agenda africain de développement 2063, notamment l'aspiration de notre continent à la construction d'une infrastructure solide, interconnectée et de haute qualité, à même de contribuer à la concrétisation de l'orientation stratégique vers l'unité et l'intégration continentale", a-t-il ajouté. "Les résultats encourageants du partenariat sino-africain, au titre de la construction conjointe de «la Ceinture et la Route», sont à saluer", a affirmé le ministre, rappelant, à cet égard, les projets concrétisés dans le cadre du renforcement de l'interconnexion des infrastructures africaines, notamment la construction de chemins de fer, la création de ports et d'aéroports et l'ouverture de nouvelles lignes de transport terrestre, maritime et aérien. Appelant de ses vœux la poursuite et l'intensification de la réalisation de ces projets, il a fait observer que "le manque d'infrastructures dans notre continent réduit la croissance de 2% et diminue la productivité de près de 40%".

Aussi, l'Algérie "insiste sur la nécessité de maintenir cette cadence positive dans la construction conjointe de l'initiative «la Ceinture et la Route» afin de répondre de manière optimale aux besoins et priorités des pays africains", a poursuivi le ministre. Et d'ajouter que l'Algérie "souligne l'impératif d'axer les efforts sur les moyens de relever notre plus grand

défi, celui du financement, à travers davantage de complémentarité entre les institutions financières africaines et les instances chinoises concernées par les projets de «la Ceinture et la Route», soutenant que de tels efforts "ont vocation à contribuer à réduire le gouffre financier pour la construction des infrastructures nécessaires en Afrique, estimée entre 130 et 170 milliards USD par an". Il a également souligné l'attachement de l'Algérie, depuis son adhésion à l'initiative "la Ceinture et la Route", au "raffermissement de son partenariat avec la Chine dans la réalisation de projets d'infrastructures prioritaires", ajoutant qu'elle "souhaite que cette coopération s'étende à l'appui aux efforts algériens en faveur du renforcement de l'intégration régionale, en tissant des réseaux d'interconnexion, d'échange et d'interaction à tous les niveaux dans nos espaces d'appartenance régionaux".

Selon M. Attaf, le but de la consolidation de la relation à l'origine de la création de l'initiative "la Ceinture et la Route" représente "l'essence de la politique prônée par l'Algérie à travers plusieurs projets structurants de dimension régionale, visant l'interconnexion des infrastructures nationales avec les pays de notre voisinage et notre profondeur africaine : routes, chemins de fer, réseaux d'électricité et de gaz, fibre optique et plateformes logistiques des zones de libre-échange".

Le ministre a conclu son allocution en réaffirmant le soutien et l'engagement de l'Algérie en faveur du partenariat Afrique-Chine, ainsi que son aspiration à la réalisation de davantage d'acquis sur la voie de ce partenariat "privilegié et prometteur".

## FRANCE

## Une cinquantaine de migrants secourus dans la Manche

**U**ne cinquantaine de migrants qui tentaient de rejoindre l'Angleterre ont été secourus samedi matin au large des côtes de la Manche et des recherches ont été menées pour retrouver deux disparus potentiels, ont indiqué les autorités maritimes françaises dans un communiqué. Un migrant à bord de cette embarcation a signalé au centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (Cross) Gris-Nez qu'une personne était tombée à l'eau, a relaté la préfecture de la Manche et de la mer du Nord (Premar) dans un communiqué, quatre jours après un naufrage

meurtrier dans la Manche. Les secours sont parvenus à relocaliser et à récupérer cette personne "consciente". Cinquante-sept (57) personnes présentes à bord de l'embarcation ont par ailleurs demandé de l'aide mais une quinzaine ont "refusé l'assistance" et "poursuivi leur route sous une surveillance adaptée" des secours, a relaté cette même source.

"Compte tenu des risques encourus par les migrants en cas d'actions contraignantes pour les obliger à embarquer sur les moyens de sauvetage de l'Etat (...) le choix est fait de les laisser poursuivre leur route", a expliqué

la Premar dans son communiqué. Une fois l'opération de sauvetage terminée, des personnes secourues ont informé les secours "que deux personnes" étaient "tombées en mer" pour "venir en aide à la première personne tombée à l'eau".

Des recherches ont alors été menées par des moyens maritimes, aéronautiques et terrestres "pour tenter de retrouver d'autres éventuelles personnes à la mer", mais "les deux autres personnes signalées comme potentiellement tombées à l'eau n'ont pas pu être relocalisées et récupérées", a résumé la Premar.